

*Lisez ceci avant de voter...*

## **Le Canada de Harper**

**John E. Trent**

*«La lutte de l'homme contre le pouvoir est la lutte de la mémoire contre l'oubli» (Milan Kundera, romancier tchèque anti-communiste, *Le livre du rire et de l'oubli*, 1978)*

“La MÉMOIRE reste un guide. Et l'OUBLI ... un danger. » (Gilles Vigneault)

M. Harper exigeait la transparence ; la voici!

**Ce livret est bien sûr dédié à Colette, mais aussi à mon ami John Hayes ainsi qu'à nos braves journalistes canadiens sans qui il n'aurait pas vu le jour.**

## **Le Canada de Harper**

### **Table des matières**

1. Introduction: La nature des Conservateurs de Harper
2. L'abêtissement de la démocratie au Canada
3. Répression des sciences et de l'information; musellement des critiques
4. Maltraitance de la politique étrangère au profit d'appuis politiques locaux
5. Économie et politique, surtout au profit des riches
6. Conclusion: nécessité de renouveau au Canada

*Les écrivains ne sont pas là pour confirmer le statu quo. Ils ne sont pas là pour nous rassurer. Ils doivent provoquer et questionner et déranger les gens dans leurs acquis et leurs habitudes. Voilà leur raison d'être!*  
Hilary Mantel

(Jamie Portman, "Thatcher story provokes uproar",  
*Ottawa Citizen*, 7-09-2014)

## **1. Introduction:La nature des conservateurs de Harper**

Avec l'élection fédérale d'octobre 2015 sur l'horizon, il est important que les Canadiens s'interrogent sur les apports du gouvernement conservateur de Stephen Harper pour savoir si le Canada doit en faire mieux. Ce livret offre des réponses.

Ceux qui étudient le Premier Ministre Harper et son gouvernement conservateur, les écrivains, journalistes et universitaires qui ont écrit sur lui, ont vite été attirés par certaines caractéristiques récurrentes. Tout d'abord M. Harper est un idéologue dogmatique. C'est son intention profonde d'imposer sur le Canada ses idées imprégnées du conservatisme réactionnaires, du refus de la science, d'antiétatisme, de religion fondamentaliste, et de haine pour le Libéralisme

Bien entendu, il n'est pas arrivé au point où il en est par bêtise. Il est intelligent, c'est entendu. Il sait se rendre à l'évidence. Il progresse graduellement, à petits pas. Il est diligent et ne ménage pas ses efforts. Mais, au total, il est rétrograde, tout le contraire de l'ouverture d'esprit progressiste, de la conciliation, de la civilité et de la tolérance, qualités auxquelles les canadiens s'identifient depuis au moins un demi-siècle.

Déjà en 2003, alors qu'il s'adressait aux membres de *Civitas*, un club conservateur privé de Toronto, Stephen Harper a exposé ses plans pour la transformation du Canada selon sa perspective socio-économique conservatrice. Tout en admettant que le Président Reagan et que Mme Thatcher avaient déjà accompli une bonne partie du projet conservateur, il a déclaré que «...nous devons faire de plus grandes, plus profondes compressions budgétaires, réduire encore la dette publique, déréglementer et privatiser.» Le vrai défi était d'affronter «l'agenda social de la gauche moderne....» Il est clair que M. Harper et ses collègues étaient motivés par un agenda idéologique préconçu pour reculer dans le temps, renverser l'idée d'un état progressiste et pour le remplacer par un gouvernement petit, mesquin et régressif. Harper et ses collègues n'ont jamais été capables de comprendre les racines complexes du Canada et les fondements de sa culture qui est la recherche d'équilibre et d'accommodements mutuels dans un pays aux tendances variées. En effet, des observateurs ont trouvé Harper personnellement vindicatif, obstiné, solitaire et méfiant de ses collègues et amis. Il a du monde une perception étroite, basée sur son expérience personnelle.

Monsieur Harper a oublié les relations avec les provinces. Il a très rarement tenu des conférences fédérales-provinciales. Les politiques nationales ont été malmenées dans tous les domaines. On peut en dire autant pour ce qui est du Québec que le gouvernement fédéral a généralement ignoré et remplacé par un programme anglo-canadien : une armée robuste, des liens étroits avec la Monarchie britannique et avec l'histoire militaire britannique.

Avant cela, les Conservateurs de Harper avaient essayé de séduire les Québécois mais leur ont vite tourné le dos quand ils ont obtenu une majorité confortable sans appui substantiel du Québec en 2011. Grâce aux «harperions», nous voici replongés dans nos deux solitudes. En fait, trois solitudes! Car, dès leur arrivée au pouvoir, les Conservateurs de Harper ont tourné le dos aux Premières Nations en refusant d'honorer les cinq milliards négociés lors des Accords de Kelowna, entre Ottawa, les provinces et les

Aborigènes pendant les deux années précédentes. Ils n'ont jamais réussi à créer des relations de collaboration normales avec les Premières Nations.

L'idéologie étriquée des Conservateurs de Harper s'est consacrée à établir au Canada un gouvernement de petite envergure, individualiste, et tourné vers le marché. Les convictions profondes de Monsieur Harper ont produit un programme d'ordre public, de réduction des taxes de vente et des corporations, et imposé des compressions budgétaires et des réductions dans la fonction publique. Tout leur temps passé au pouvoir a été utilisé à transférer des avantages vers le secteur privé et à priver le gouvernement fédéral de ses ressources. Le but en était de laisser le champ libre aux entreprises privées et de réduire leurs impôts. On a aussi pris d'assaut les syndicats.

Au lieu d'un gouvernement équilibré, le pouvoir est de plus en plus concentré entre les mains du premier ministre et de ses serviteurs non-élus au Bureau du Premier Ministre (BPM). Harper a été un centralisateur du pouvoir autocratique, contrôlant l'information, les ministres et les fonctionnaires. Plusieurs institutions telles la Chambre des Communes, le Sénat, le Cabinet et Élections Canada ont été bien malmenées.

Une nouvelle culture de secret a été mise en place, les médias mis à genou et Radio Canada minimisé. Harper a systématiquement attaqué non seulement les partis d'opposition, mais aussi les fonctionnaires et les organisations non-gouvernementales. La tradition de vie commune et d'équité ont été remplacés par la politique négative de «diviser pour régner.»

L'idéologie du régime est évidente dans plusieurs politiques des Conservateurs de Harper. Un régime dur de l'«ordre public» qui ignore les racines de la criminalité et favorise plus de prisons pleines de prisonniers, pour plus longtemps, à grands frais pour la société. L'environnement, les mesures écologiques et la lutte contre le changement climatique ont été entravés par une politique qui sert les seuls intérêts des industries d'extraction. On n'a

épargné aucun effort pour limiter l'information scientifique, le recensement et la communication de sorte que le Canada n'est plus un pays où la gouvernance est basée sur des faits. Des milliards de dollars ont été soustraits aux programmes sociaux du gouvernement; les agences et les ministères ont été émasculés. Certains programmes et agences ont été éliminés ou sérieusement amputés tels ceux du Statut de la Femme, des Défis aux Tribunaux, de la Centrale d'hypothèque et de logement, de la Commission juridique, du Registre des armes à l'épaule, du Formulaire intégral du Recensement, le programme des lacs d'expérimentation, l'Institut de l'Arctique et la Table ronde sur l'Environnement et l'Économie, entre autres...

Le même scénario s'observe dans la politique extérieure. Le Canada a traditionnellement appuyé les efforts en faveur de la Paix internationale, de l'Ordre et de la Justice et des institutions internationales comme les Nations Unies, une façon d'équilibrer la puissance américaine et de mettre en avant les propres intérêts du Canada. Mais cela n'a plus sa raison d'être selon les Conservateurs de Harper. Harper avait annoncé dans son discours au Club *Civitas* que les affaires internationales seraient menées selon leur «*valeur morale*». (John Ibbitson, *The Globe and Mail*, 28-04-12). Et, à cause de cette orientation, le Canada est devenu un pays dur, caustique et agressif. Nous avons abandonné notre compétence comme négociateur international prudent. Et nous voici reconnus mondialement comme un dinosaure de l'environnement, le seul pays au monde à avoir renié notre signatures des Accords de Kyoto et celui sur le Contrôle de la Désertification. Nous évitons consciemment toute négociation sur l'environnement.

L'appui unilatéral des Conservateurs de Harper pour Israël, la fermeture de notre Ambassade à Téhéran et notre refus de nous réconcilier avec l'Iran, notre aide minimale au Darfour et au Mali, nos insultes inconsidérées envers la Chine et la Russie ainsi que notre irrespect pour les Nations Unies ne sont pas passés inaperçus par nos amis et alliés. Notre pays a été rabaissé et la fierté des canadiens a été piétinée.

Bien que Harper ait résolu d'éliminer tout ce qui est libéral, il s'agit plus que d'être libéral ou conservateur. En fait, beaucoup de Canadiens ont un solide fond de conservatisme observable dans notre recherche de paix et de stabilité, de bon gouvernement et d'une lente évolution sur le chemin du progrès. C'est plutôt d'être réactionnaire. Harper est un réactionnaire qui veut faire marche arrière dans le temps et servir une idéologie de droite.

Pour avoir une image un peu plus claire de Monsieur Harper, on peut faire une analogie et le comparer à des cas semblables. Les similarités entre la Russie de Poutine et le Canada de Harper sont surprenantes. Cela commence par le secret et par le contrôle centralisé au sommet. Le pouvoir et la richesse sont confiés à une coterie de cadres supérieurs. Le musellement des médias va de pair avec la préconisation de médias parallèles. L'opposition est systématiquement démantelée. Dans la rue, les foules sont étroitement surveillées. Les individus un peu trop bruyants sont mis au pilori et même complètement éliminés du jeu. Les investissements sont limités au court terme dans les secteurs de l'énergie et des ressources, alors que l'innovation technologique est négligée. Le pouvoir législatif et le parti au pouvoir sont contrôlés par un petit cercle de conseillers tout-puissants. La police et l'armée sont modernisées et lourdement subventionnées. On alimente la peur. Le nationalisme est encouragé et l'opinion publique polarisée autour de quelques événements historiques choisis et coûteux. Les deux chefs d'États se sont résolument engagés dans des positions de politique étrangère agressive afin de rehausser leur prestige et de plaire à leur clientèle. La stature des deux hommes est gonflée par le biais de visites internationales et de séances-photos de charme. Les institutions démocratiques incluant les élections, les cours de justice et la fonction publique sont systématiquement sapées.

Pendant que je réfléchissais à cette analogie, je me suis demandé si elle n'était pas trop brutale ou trop simpliste. Et, surprise! Voici que je tombe sur un article qui note que nous sommes témoins d'une nouvelle forme de régime politique. Poutine

et Harper ne sont pas les seuls. Adnan Khan, auteur d'Istanbul et d'Islamabad, cite nommément quelques-unes de ces «démocraties gérées», «néo-autocratiques», incluant la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ukraine, l'Égypte et l'Ouzbékistan.

M. Khan propose la définition assez troublante suivante : «Une nouvelle forme de démocratie prend forme dans notre 21<sup>e</sup> siècle. Ses caractéristiques dérangent : on y tient des élections tous les cinq ans environ; le vainqueur prend le pouvoir et le consolide aux dépens des institutions nationales. La liberté de la presse y est réduite, l'indépendance du judiciaire est sapée, l'appareil de sécurité publique est jugulé pour servir la clique au pouvoir et le public est émasculé. Les protestataires sont écrasés, arrêtés et emprisonnés; le débat public, clé de voûte de la démocratie, est interdit. Puis revient le temps des élections et le cycle recommence...Voici les dictateurs en herbe revêtus de la toge démocratique!

Une telle description est difficile à avaler pour un Canadien normal. L'une des raisons de ce livret est de démontrer par a+b que ce portrait peut faire peur mais qu'il n'est pas exagéré. Notre devoir comme citoyens canadiens est de reconnaître la réalité et de rechercher une forme plus progressive de démocratie.

Avant de clore cette introduction, je dois ajouter deux renseignements. J'ai écrit ce livret parce qu'au moment de l'élection fédérale d'octobre 2015, il est trop facile d'oublier ce qui s'est passé en politique durant ces dix dernières années. Beaucoup d'entre nous seront tentés de pardonner ou d'oublier. Et en même temps, le parti au pouvoir est en bonne position pour faire de belles promesses électorales et faire usage de ses propres ressources financières ainsi que de celles du gouvernement et utiliser les professionnels de la communication pour inonder le public de sa propre propagande. C'est pourquoi les canadiens seraient sages d'être conscients de la longue liste des dommages fait au Canada par les Conservateurs de Harper. Plus encore, si vous vous rendez compte de ce qui se passe, **s'il vous plaît**, posez-vous la

question à savoir quoi faire pour changer et améliorer l'avenir de notre pays. Voilà le message le plus important de ce livret. Nous devons nous demander comment améliorer le Canada : quelles politiques, institutions et procédures nous aideront à améliorer notre gouvernance et notre démocratie? Nous y reviendrons dans notre conclusion.

Ensuite, ce livret n'est pas conçu pour présenter une image équilibrée des dix dernières années. C'est une analyse critique du régime de Harper. Et pour «plagier» les conservateurs, il s'agit ici de «*principes*» et non pas de «*béni-oui-oui*». Il serait hypocrite d'essayer d'être impartial alors que les électeurs doivent clairement voir le tableau de la maison que Harper a bâtie, tout le contraire de ce que Margaret Atwood a décrit comme : «le pays où il fait bon vivre». Les conservateurs ont dilapidé l'argent des contribuables pour mettre en avant leur vision de l'histoire dans des centaines d'heures de publicité télévisée. Si vous voulez mieux connaître la politique des conservateurs, regardez la publicité à la télé ce soir. Vous n'avez pas à considérer ce livret comme la seule Vérité, mais, à la lumière de ce que les conservateurs ont fait subir au savoir et à l'information, il est important que ce livret soit basé sur des faits. Il est le fruit de recherches. Tout y est appuyé par des références. Pour vous éviter les petits caractères et en limiter la longueur, vous pouvez trouver toutes les références en consultant ma page web, [johnrent.ca](http://johnrent.ca)

Je voudrais que vous, lecteurs, sachiez que ce livre n'est pas qu'une élucubration de mon esprit. En tant que politicologue, j'ai essayé de vous offrir une analyse empirique des faits et opinions au sujet du gouvernement Harper en me référant surtout aux médias canadiens et aux nouvelles dans les quotidiens durant les dix dernières années. Ceci dit, les faits et opinions sont évidemment sélectifs. Mes choix sont basés sur mes trente années d'efforts pour interpréter l'identité canadienne et ce qui a bien fonctionné et devrait bien fonctionner pour notre pays. Le lecteur est libre d'y adhérer ou non.

Voyons maintenant de plus près les états de service du gouvernement conservateur de

Harper. En plus de la forme narrative ordinaire, chaque chapitre inclura une manière unique de considérer les faits. Et, pour réaffirmer l'image du Canada de Harper que je proposais en introduction, voici une série de citations prises dans les médias :

### **Qu'a-t-on dit des méfaits des Conservateurs de Harper?**

- Voici un commentaire de 2009, de Harper lui-même, rapporté par le Globe and Mail. Quand il faut l'imposer, «je crois qu'aucun impôt n'est un bon impôt», ce qui revient à dire qu'il croit que toute mesure prise par l'État est mauvaise. (Andrew Potter, *Maclean's Magazine*, 26-07-2010).
- «En tant qu'architecte du parti de M. Harper, Tom Flanagan a été complice dans l'établissement d'un climat d'insensibilité qui a subjugué le Premier Ministre et l'y a maintenu. La loi de fer de sa culture politique équivaut au dicton : *la fin justifie les moyens*. Les gens et les principes sont interchangeable. La dissension n'est point tolérée. Les politiques sont des accessoires à remanier pour plaire aux électeurs. Tout est évalué à travers la perspective du bénéfice pour le Chef» (Margaret Wente. 'The Conscience of a Conservative', *The Globe and Mail*, 26-04-2014).
- «Si aujourd'hui, Harper et son parti sont cordialement détestés par plus de sept électeurs sur dix, c'est peut-être par ce qu'ils ont fait tout ce qu'il fallait pour les aliéner, non seulement par leur politique ou leurs états de service mais tout simplement par leur façon insensible, arrogante et sournoise de gouverner, le moins qu'on puisse dire... Quand ils ne refusent pas de révéler ce qu'ils font, ils mentent. Quand ils autorisent l'expression d'opinions contraires, c'est pour les dénigrer comme antipatriotiques ou pire encore. Quand ils ouvrent leurs bouches, c'est pour nous rabâcher encore et encore les mêmes discours, même si ces discours sont en contradiction avec les faits, avec la courtoisie ou avec leurs

propres promesses solennelles. Secrets, dirigistes, manipulateurs, grossiers, autocrates, enragés, sans principes, non fiables, paranoïdes... même par rapport aux normes politiques canadiennes, c'est toute une performance!» (Andrew Coyne, 'Nasty Party reputation well deserved', *The Ottawa Citizen*, 11-05-2013).

- «Plutôt que d'élever le niveau de la vie politique, les Conservateurs l'ont rabaissé. Ils méprisent les règlements parlementaires, font taire leurs députés et évitent les médias. Fort à propos, les critiques qualifient ce gouvernement de néfaste et d'autoritaire. Il pratique la politique de *la terre brûlée*. Dans ce domaine les Conservateurs de Harper sont passés maîtres.» (Andrew Cohen, *Ottawa Citizen*, 14-05-2013).
- «La machine de leur propagande est devenue un monstre implacable. Le journal parlementaire, the *Hill Times* a récemment découvert qu'il y a pas moins de 1500 salariés en communications...et que virtuellement toute communication gouvernementale est filtrée, contrôlée et centralisée» (Lawrence Martin, *Globe and Mail*, 29-11-2011).  
«Un gouvernement façonne généralement le ton et le style de l'électorat. Les gens se sentent-ils à l'aise? ... Le ton et le style de ce gouvernement commencent à taper de plus en plus sur les nerfs des canadiens. La partisanerie féroce, les manœuvres de plus en plus secrètes, la publicité négative à la télé, les mensonges dirigés contre les adversaires, l'impression exacerbée que les adversaires sont partout (presque tous parmi les médias, bien entendu), la préoccupation presque maniaque de sa propre image et maintenant les petits scandales au Sénat ont créé l'impression d'un gouvernement qui a une idéologie et un programme, mais sans cœur, sans empathie, dépourvu de sentiments et de compréhension pour quiconque ne partage pas cette idéologie et ce programme.» (Jeffrey Simpson, *Globe and Mail*, 5-07-2013).
- «Cui Bono, demandait-on à Rome? À qui cela profite-t-il? En regardant de plus près la majorité des lois et politiques adoptées durant les huit dernières années, on constate que les bénéficiaires sont surtout les cadres haut-placés, les investisseurs et les actionnaires des plus grosses compagnies. Ils ont bénéficié de réductions massives de taxes aux entreprises, de la privatisation des services publics, des attaques contre les syndicats et leurs droits, du refus de réduire les sources industrielles de pollution, de la déréglementation du contrôle du *marketing* et l'application très lâche des règlements restants.» Ed Finn, *CCPA Monitor*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, Feb., 2014)
- «Les divagations et corrections de parcours de Harper...Il a accusé les critiques de vouloir écourter la mission en Afghanistan...mais a commencé lui-même à retirer notre contingent...Il avait promis de ne jamais ignorer les abus des droits de la personne en Chine... jusqu'à ce qu'il réalise qu'il fallait absolument la courtiser pour lui vendre notre sable bitumineux...Autres surprises : nominations au Sénat façon Mulroney... Le détournement des fonds consacrés au G8 pour aider Tony Clement à se faire réélire... L'inexcusable défense d'une agence de l'Assurance-Emploi qui n'a jamais rien fait...Arrêt des subventions aux agences suspectes en désaccord idéologique...Expansion du Bureau du Premier Ministre.... Menaces de réduction des ressources humaines à la fonction publique... Vente des sources énergétiques du Canada au plus offrant, en exportant des produits non-raffinés et des emplois ailleurs... Intervention sur les marchés par des taux d'imposition favorables à l'industrie pétrolière tout en affaiblissant les efforts pour sauver l'environnement et en montrant peu de respect pour les écologistes étrangers...Tripatouillage des votes par de faux appels

robotisés...Stridente défense de l'oléoduc du Nord...Attaques frontales contre la Sécurité de la vieillesse...» (Susan Riley, 'Harper wins when voters snooze', *Ottawa Citizen*, 27-01-2012).

- «Depuis le 1er février 2012, le nombre d'employés au Bureau du Premier Ministre comptait 94 personnes dont 21 gagnaient plus de 100,000\$ par an ou plus... Le coût d'opération de ce même Bureau a augmenté de 30% entre 2007 et 2010 de près de 7,6 à 9,8 millions...(Jason Fekete, *Ottawa Citizen*, 13-04-2012).

«Quand 11 anciens présidents du Barreau canadien réprimandent le gouvernement pour avoir attaqué le plus éminent juriste du pays, on peut se demander jusqu'où ira la bassesse de Stephen Harper?... Attaquer l'intégrité du Juge en Chef de la Cour suprême est une affaire très sérieuse, une attaque sans précédent au Canada. Ces attaques nous révèlent un Premier Ministre furieux envers la Cour suprême, en colère contre les obstacles à son exercice du pouvoir, prêt à déformer les faits et à attenter à la dignité des personnes les plus respectées au pays...Ce qui exaspère M. Harper, doit être le fait qu'il a nommé la majorité des juges actuellement en fonction.» Jeffrey Simpson, 'Conservatives sink to a new low', *Globe and Mail*, 7-05-2014.

« La nomination de Pierre Poilievre par M. Harper comme Ministre de la Réforme démocratique annonce pour bientôt la disparition totale de notre démocratie. M. Poilievre se sentirait plus à l'aise à défendre la démocratie dans les rues de Kiev avec ce qui reste de *skinheads* là-bas. Le choix de ce type pour réformer ce qu'il ignore et qui a montré peu de compréhension des principes ou applications de la démocratie, montre la volonté de Harper d'effacer toute trace de démocratie de la vie politique au Canada» (Fred Ryan, 'Kissing old Canada goodbye?' *West Quebec Post*, 18-04-2014).

- «C'est un conservateur évangéliste, si attaché à convertir les autres à sa vision du monde qu'il en a transformé...en fait, polarisé toute la vie politique du pays.» (Ibbitson 28-04-12).

«Deux manifestations apparemment très différentes concernaient la définition du pays que nous voudrions avoir. A) Sauvons nos fermes-prisons en parlant des chaînes d'alimentation, de réhabilitation, de santé mentale, de socialisation et de sécurité minimum; et B) A quoi servent les prisons, à nous sécuriser? La réhabilitation? Punitions dures, tout simplement? Le Canada que nous croyions connaître : responsabilité civique, l'aide à autrui, une autre chance; on a écrasé cette image à coups de bottes. Le Premier Ministre a démontré un certain intérêt à infliger des peines.» Margaret Atwood, *Globe and Mail*, 6-07-2010.

## Chapitre 2. L'abêtissement de la démocratie canadienne:

«*La Démocratie n'est pas un système de gouvernance facile. Elle est fragile et ne peut être garantie parce qu'on tient périodiquement des élections... Elle a besoin de vigilance de peur que ceux qui sont au pouvoir...ne s'égarent. Cette vigilance peut seulement s'exercer si on offre de l'information au peuple. Ainsi, la transparence et la disponibilité de l'information est critique pour tenir un gouvernement responsable et comptable.*» Social Watch E-Newsletter, [sw-news-bounces@listas.item.org.uy](mailto:sw-news-bounces@listas.item.org.uy)

«Il y a eu volonté d'attaquer les fondements de notre société démocratique, spécialement contre deux d'entre eux, fondamentaux: les tribunaux et notre processus électoral.» Gar Pardy, *Embassy Newspaper*.

Ce chapitre démontrera comment les Conservateurs de Harper ont tenté d'éroder

l'esprit démocratique du Canada, ses croyances et ses institutions. Les Conservateurs de Harper sont accusés de concentration de pouvoirs, d'attaques contre les fondements démocratiques de nos institutions et de gouverner avec un mélange de centralisation, de secret et d'autoritarisme.

La démocratie canadienne inclut un élément culturel distinctif. Le politicologue Rand Dyck note que les objectifs des États-Unis sont «la vie, la liberté et la recherche du bonheur» alors que ceux du Canada tels qu'inscrits dans notre Constitution sont «la paix, l'ordre et le bon gouvernement». Tout au long de notre histoire, nous avons été attirés par l'idéal d'une société pacifique, respectueuse des lois où les règles de nos institutions démocratiques sont protégées. L'enquêteur Allan Gregg a demandé à des canadiens ordinaires ce qu'ils pensaient être la marque distinctive de leur pays. Ils ont répondu : « La non-violence, la tolérance, le traitement humain des pauvres et des démunis, et le bilinguisme officiel.»

On peut donc conclure que les canadiens préfèrent un pouvoir structuré et limité parce que décentralisé, dispersé et réparti. Malheureusement, la réalité actuelle au Canada, sous les Conservateurs de Harper, ne se conforme pas à ces préférences. Nous verrons comment ils ont malmené la démocratie traditionnelle canadienne en la détournant, en étouffant ses ressources, en attaquant ses représentants, en faisant peur aux gens et en sapant ses institutions.

Voici une liste d'accusations portées contre les Conservateurs de Harper :

- . Rabaissement de la Chambre des Communes
- . Encombrement du Sénat et participation à sa perte de prestige
- . Tentatives pour saper l'équité du système électoral
- . Concentration du pouvoir autour du Bureau du Premier Ministre
- . Affrontements avec les tribunaux

- . Refus d'impartialité vis-à-vis de la fonction publique
- . Affaiblissement de l'indépendance des agences gouvernementales.
- . Petits jeux politiques indignes
- . Détérioration des relations fédérales-provinciales
- . Peu d'importance donnée au Québec et aux Peuples autochtones

### **Rabaissement de la Chambre des Communes**

Le Premier ministre Harper a **deux fois prorogé le Parlement pour sauver sa peau**. La suspension temporaire du Parlement pour se préparer à une nouvelle session est seulement applicable quand l'ordre du jour de l'assemblée législative est quasiment achevé. En 2008, Harper a clos le Parlement pour prévenir une coalition de l'Opposition pour prendre le pouvoir. Il a déclaré qu'une coalition de «partis perdants» et qui détenait une majorité de sièges à la Chambre des Communes n'avait aucune légitimité pour gouverner. C'était purement et simplement un mensonge. Harper a encore prorogé le Parlement une année plus tard, en 2009, pour ne pas perdre une motion de non-confiance au sujet des détenus en Afghanistan

Une **discipline très stricte** est appliquée pour contrôler le caucus conservateur et ses députés. Un vote indépendant n'est pas toléré. Même les petites minutes accordées aux députés pour de courts discours en faveur de leurs circonscriptions sont prises en charge par le Parti afin de mettre en avant les priorités du jour du Parti .

On a remis aux députés conservateurs un livret secret leur expliquant la manière **d'interrompre le fonctionnement des comités parlementaires** qui est vital au bon fonctionnement des institutions les plus importantes de notre démocratie.

L'utilité de la **Période de Questions est faussée** par le refus du gouvernement de répondre aux questions : pas d'information, pas de démocratie.



Au lieu de cela, on se prête périodiquement au jeu de rabaissement du gouvernement précédent.

En 2011, le gouvernement a décidé **d'éliminer le débat traditionnel en réponse au Discours du Trône** (projets du gouvernement pour la session), laissant juste le temps de faire passer son budget. Des méthodes d'exception sont utilisées pour écraser l'Opposition, dont, des attaques publicitaires contre les chefs de l'Opposition, souvent payées par les fonds publics. Et comme les Conservateurs pouvaient lever plus de fonds privés que tous les partis d'opposition, le gouvernement a sabré le financement public des partis politiques, ce qui aidait précédemment à maintenir un équilibre dans le processus électoral.

Harper avait une fois argué que **les «bills omnibus» utilisés pour cacher une loi corollaire étaient illégitimes**, mais il a par trois fois utilisé de tels «bills» de 900 pages, dont un qui imposait 70 lois cachées. Les bills omnibus ne sont pas l'unique forme de législation planifiée afin d'occulter de nouvelles lois aux yeux du public. Le «Bill sur la cyber-intimidation», qui déclarait criminel de mettre en ligne des images révélatrices de quelqu'un sans son consentement, a aussi caché sous ses jupes un certain nombre de mesures incluant celle de faciliter à la police et au gouvernement d'obtenir les données personnelles de clients des grands distributeurs d'Internet.

### **Le Scandale du Sénat**

Pendant plusieurs années, Le premier ministre Harper a laissé entendre qu'il préférerait un Sénat réformé, où les sénateurs seraient élus par les provinces pour un certain temps. On lui a plusieurs fois dit que cela exigeait un amendement constitutionnel; il a donc saisi la Cour suprême pour avoir son opinion. La Cour a stipulé que les provinces devaient approuver tout changement majeur au Sénat car c'est une institution nationale appartenant aux deux niveaux de gouvernement.

Sachant que la consultation durerait longtemps, Harper a admis qu'il devrait utiliser le Sénat tel quel. Et voilà le **Harper qui voulait arrêter les**

**nominations au Sénat : il a nommé le plus grand nombre de sénateurs de l'histoire (62).**

Parmi ce nombre, comme pour ses prédécesseurs, il a personnellement nommé plusieurs journalistes pour promouvoir le parti conservateur aux dépens du contribuable. Deux d'entre eux sont Pamela Wallin et Mike Duffy qui avaient tous les deux de brillantes carrières journalistiques et étaient bien connus du public.

Mais à un moment donné, ils ont été tous les deux accusés de facturation enflée et frauduleuse pour leurs déplacements. Les deux sénateurs assistaient à des réunions partisans pour promouvoir le parti conservateur aux frais du public; on leur avait dit que c'était normal. Quand ce scandale a été connu du public, Harper a été pris à défendre l'un et l'autre durant la période de questions. Enfin, on apprit que le Chef de Cabinet du Premier Ministre, Nigel Wright, avait offert 90 ,000\$ à Duffy pour rembourser ses frais et atténuer le scandale. Cela a encore plus terni le parti. Peu de temps après, les sénateurs conservateurs ont chassé Duffy et Wallin de leur caucus et les ont suspendus du Sénat sans autre forme de procès. Harper a alors pris la décision de rejeter tout le blâme sur son loyal serviteur, Nigel Wright.

On découvrit peu à peu que les jeunes loups du Bureau du Premier Ministre (BPM) disaient quoi faire aux vieux sages du Sénat. L'avocat de M. Duffy a alors accusé le B.P.M. d'avoir approuvé son allocation logement et de lui avoir dit comment éviter les questions embarrassantes. Le B.P.M. a même menacé de l'expulser du Sénat au sujet de sa résidence. «La menace semblait évidente, ou bien tu quittes ou bien tu es expulsé.» Alors Duffy cite que le bras long du B.P.M. peut manipuler même les comités du Sénat!

Le P.M. a rejeté tout blâme pour ses choix. Et puis, le pire : les longues semaines de mensonges, de demi-vérités, de blocages, de petites combines sous la table et dans les coulisses.... Tout cela a mené à démolir la réputation de l'une des deux chambres du Parlement du Canada. Andrew Coyne, journaliste au *Ottawa Citizen*, a abouti à la conclusion

suivante sur le scandale sordide du Sénat : «Eh bien! Tout cela fut fort édifiant! Le gouvernement conservateur et l'un de ses sénateurs semblent avoir passé le plus clair de leur temps à se faire réciproquement du chantage. Et maintenant, ils le font ouvertement.»

### **Attaques contre les fondements de la démocratie canadienne : le système électoral**

L'un des points forts de la démocratie canadienne est la bonne réputation de son processus électoral. Et à son centre, l'agence Élections Canada connue pour son impartialité et son intégrité à toutes les élections. Son Chef est nommé et il doit répondre au Parlement et non au gouvernement.

En 2000, Stephen Harper, a parlé des officiels d'Élections Canada en les traitant «d'ânes». Depuis son accession au Pouvoir, tout notre système électoral est sens dessus-dessous. Et les Conservateurs ont traité avec dédain les lois qui garantissent l'équité de nos élections. En 2006, Élections Canada a déclaré que certaines dépenses locales de publicité des Conservateurs n'étaient pas admissibles parce qu'elles avaient été payées par le *fonds de campagne nationale*. Harper ayant amené l'Agence en cour, on découvrit que l'Agence avait raison.

Les élections de 2011 ont été embrouillées par des suppressions de bulletins de vote et par des appels anonymes robotisés qui ont trompé des électeurs. On a abouti à la conclusion que c'était l'œuvre de quelqu'un ayant accès aux listes d'électeurs du Parti conservateur. La cour a reconnu coupable un ex-employé du Parti conservateur pour les appels automatisés et l'a condamné à une peine de prison pour avoir «avili le processus du système électoral.» Le juge a aussi déclaré qu'il ne croyait pas que l'employé des Conservateurs ait agi seul. Élections Canada a souligné qu'on ne pourra jamais trouver les coupables si l'agence n'avait pas le pouvoir d'enquêter afin de forcer les témoignages et d'obliger les partis politiques à tenir les listes des appels. L'année 2014 a été le moment de la revanche des Conservateurs. Le gouvernement a déposé au Parlement une nouvelle «Loi pour des

Élections Justes» de 252 pages qu'il a essayé de faire passer pendant plusieurs semaines. Parmi les changements proposés, la nouvelle Loi :

- Enlève au Chef d'Élections Canada le pouvoir de nommer le Commissaire des Élections qui a le pouvoir d'enquêter et propose de le soumettre à l'autorité du Directeur des Poursuites judiciaires qui ferait rapport au Procureur de la Couronne, celui étant un membre du gouvernement qu'on devrait surveiller...
  - Met fin au pouvoir du Commissaire d'informer les Canadiens qu'une enquête est en cours.
  - Empêche le Chef d'Élections Canada de communiquer directement avec les Canadiens.
  - Enlève aux gens sans pièce d'identité le droit de voter grâce à un garant.
  - Augmente le montant des fonds à lever ouvrant ainsi la possibilité de contourner la loi.
  - Donne la possibilité aux politiciens en place de voir qui travaillerait aux bureaux de votation le jour J.

Heureusement, une grande colère à travers le pays, stimulée par le Conseil des Canadiens a forcé les Conservateurs de Harper à amender la loi. Certains de ses articles les plus néfastes ont été éliminés. Mais la nouvelle loi maintient toujours le Chef d'Élections Canada dans une position de fonctionnaire du gouvernement au pouvoir, ceux qu'il devrait justement pouvoir surveiller et soumettre à une enquête. Il n'a pas de possibilité d'obliger des témoins à soumettre des preuves verbales non plus. De plus, la loi n'exige pas des partis la tenue de listes d'appels. Donc, le Canada est pris avec une nouvelle loi qui, selon le *Globe and Mail*, complique le système de garant, ce qui va aliéner le vote des jeunes électeurs et les citoyens les plus démunis toute en créant des longues lignes d'attente lors

du vote. Enfin, il interdit à Élections Canada d'éduquer le public.

Voici un exemple de législation qui affecte les fondements de la démocratie canadienne, une législation qui fausse nos règles d'élections non-partisanes. C'est un exemple presque scolaire de lois qu'on ne peut pas débattre, ni amender, ni passer.

Kate Heartfield conclut dans le *Ottawa Citizen*: «La guerre pour Élections Canada a lancé deux courants du parti conservateur moderne l'un contre l'autre; le conservatisme qui en lui-même respecte les lois du pays et des institutions et celui de la Coalition Nationale des Citoyens (dont le jeune Harper avait été le président), qui se concentre sur le libéralisme populaire qui rejette le pouvoir centralisé de l'État et loue la désobéissance civile, du moins lorsqu'il s'agit, par exemple, de remplir les formulaires de recensement, ou de suivre les règles de financement des élections.»

Un exemple parfait des observations de Heartfield est la réaction de l'ex-député conservateur Dean del Mastro quand il a été reconnu coupable d'avoir dépensé plus que la limite légale aux élections de 2008, d'avoir omis de déclarer une contribution personnelle à sa propre campagne et d'avoir soumis de faux documents. En quittant le tribunal, il a émis des doutes sur le verdict en disant que lui-même et le juge avaient des avis contraires. Il a déclaré qu'il ferait appel et continue à siéger comme député. Plusieurs semaines plus tard, il a admis devoir démissionner du Parlement. Le juge a déclaré que Del Mastro « déformait souvent la vérité. »

Beaucoup de monde pense qu'il agissait de même au Parlement, agissant comme si les conservateurs étaient au-dessus de la morale et des lois. Del Mastro avait été personnellement nommé par Harper comme son secrétaire parlementaire et il était connu pour ses scènes et explosions simulées au Parlement. Comme son prédécesseur, Pierre Poilievre et son successeur Paul Calandra, il ne savait pas quand arrêter de démontrer sa combattivité partisane. Le *Globe*

and Mail était heureux de déclarer: «le Pit-bull du P.M. a eu ce qu'il méritait.»

Betsy McGregor, la candidate libérale que Del Mastro avait injustement battue à Peterborough a déclaré: « Les électeurs, les donateurs et les bénévoles et autres candidats ont tous été privés d'une élection juste. Et voici qu'avec la démission du député, les gens de Peterborough se retrouvent sans représentant au Parlement. La fraude électorale n'est pas sans laisser de victimes. Elle endommage la démocratie et nous fait du tort à tous!»

### **Le Premier Ministre détient tous les pouvoirs.**

Le gouvernement a concentré des pouvoirs exécutifs sans précédent entre les mains du Premier Ministre et de son Bureau, c'est-à-dire des officiels engagés pour faire sa volonté.

### **Confrontations avec les tribunaux**

M. Harper est si puissant que pour la première fois de l'histoire du Canada, il a outrepassé les limites de la séparation des pouvoirs et a attaqué la Juge en Chef de la Cour suprême, Beverley MacLaughlin, tout en l'accusant, elle, d'interférence. Il est apparu que sur la liste de six noms recommandés par le gouvernement pour nommer un juge du Québec à la Cour Suprême, quatre seulement étaient admissibles. La Juge en Chef avait donc toutes les raisons d'en appeler. Et comme un éditorial du *Globe and Mail* l'a rapporté, cela donnait l'impression que le Premier Ministre cherchait une excuse pour s'en prendre à la Cour Suprême. Selon le quotidien, ce fut là un des gestes les plus imprudents de Harper.

Plus tard, quand la Cour a débouté la nouvelle loi sur la prostitution, la déclarant une violation des droits constitutionnels des prostituées, le gouvernement Harper a introduit une nouvelle loi qui a été perçue comme une gifle au visage des juges. Les affrontements avec les tribunaux canadiens sont une preuve qu'il ne s'agit pas de conflits personnels avec la Juge en Chef mais plutôt d'une collision de l'idée qu'on se fait de la bonne gouvernance du Canada. Les

Conservateurs ont une vieille méfiance vis-à-vis de la Constitution du Canada et une volonté de se bagarrer en public afin de créer la dissension entre les plus hautes instances du pays et les électeurs.

Le ministère de la Justice sous Peter MacKay a déclaré une guerre froide en avançant des projets de loi, sachant bien qu'ils ne seraient pas retenus par les tribunaux. La bataille au sujet des tribunaux s'est déplacée vers le mode de nomination des juges de la Cour suprême. Après des années de débats, les Libéraux ont introduit en 2004 des réformes qui incluaient la publication des critères requis pour les postes, un protocole de sélection et nomination d'un comité consultatif qui étudierait la liste des candidats. Harper a ajouté la condition que les candidats devraient se présenter en public, devant les caméras de télé et devant un comité ad-hoc formé de tous les partis et de juristes experts. Mais quand le *Globe and Mail* a eu vent de ses manipulations secrètes pour faire nommer M. Nadon, Harper était si en colère qu'il a tout simplement annulé tout le processus de nomination. Et c'est là où on en est actuellement. Harper fait des nominations à son propre gré.

### **Tentatives pour faire de la fonction publique un serviteur du parti conservateur**

Les canadiens et leurs gouvernements ont toujours pensé qu'ils pouvaient compter sur la neutralité des fonctionnaires. Il n'y a pas si longtemps, la fonction publique canadienne était considérée comme l'une des plus efficaces du monde. Divers moyens ont été utilisés par les Conservateurs afin de contrôler la voix de la fonction publique, les Affaires étrangères incluses, en la rendant plus soumise et partisane. Par exemple, quand Élections Canada a osé accuser le gouvernement de financement irrégulier du parti, le gouvernement a intenté un procès à une de ses propres agences.

Ralph Heinzman, chercheur et professeur à l'Université d'Ottawa, a préparé en 2014 un rapport sur la Fonction publique du Canada pour le groupe de réflexion *Canada 2020*. Il a tiré la

conclusion que la fonction publique a été négligée, et dévaluée et sa neutralité viciée par le gouvernement conservateur. «Le grand problème est que les Conservateurs n'estiment pas la fonction publique comme une institution nationale au service de la démocratie du Canada mais plutôt comme un prolongement du gouvernement à l'usage discrétionnaire de celui-ci.»

### **Politiques sordides. Les Conservateurs ont recours à de sales petits jeux.**

Les Conservateurs tentent de souiller la réputation des chefs de l'Opposition en recourant à de la publicité agressive que les journalistes ont appelé « la machine à saletés », sordide, trompeuse et de basse politique. Un professeur de Winnipeg s'est demandé comment les Conservateurs pouvaient se servir de publicités intimidantes alors qu'ils prétendent interdire l'intimidation à l'école.

Le gouvernement Harper joue la carte de la politique ethnique jusqu'au bout. Sa politique envers Israël suit à la lettre tous les vœux du Premier Ministre Benjamin Netanyahu et quiconque au Canada n'est pas d'accord sera qualifié d'anti-juif. Pour plaire à la communauté tamoule de Toronto, il a refusé d'assister à la Conférence du Commonwealth au Sri Lanka où les Singhalais sont au pouvoir. D'autres chefs d'états y sont allés. De nombreux asiatiques actifs dans les affaires qui appuient les politiques des Conservateurs sur les petites entreprises reçoivent le visa d'entrée au Canada assez rapidement. Lors du soulèvement ukrainien, Harper a essayé de gagner la faveur des Canadiens d'origine ukrainienne en se faisant photographier comme un meneur dans cette affaire alors qu'il faisait cavalier solitaire par rapport aux autres chefs d'états occidentaux.

### **Ni le Québec, ni les Peuples autochtones ne pèsent lourd dans la balance de Harper.**

Le gouvernement fédéral a généralement ignoré et remplacé le Québec par un programme anglo-canadien franchement militaire avec des liens spéciaux avec la Monarchie et l'histoire militaire britannique. Un peu plus tôt, les Conservateurs de Harper avaient fait la cour aux Québécois

mais s'en sont détournés après leur victoire sans aide substantielle du Québec en 2011. Cette année-là, ils ont enlevé certains éléments de la formule de péréquation de certains programmes dont le Québec était le principal bénéficiaire, ont remis l'adjectif «royal» à la marine et à l'armée de l'air, réduit les budgets de Radio Canada, radié le registre des armes à l'épaule et refusé au Québec d'établir le sien propre, durci les sentences contre les criminels alors que le Québec préconisait la réhabilitation et s'est retiré des enjeux sur l'environnement si chers aux québécois.

Grâce aux «Harperites», nous voici replongés dans nos deux solitudes. En fait, nos trois solitudes. Dès qu'ils sont arrivés au pouvoir, les Conservateurs de Harper ont tourné le dos aux peuples autochtones en refusant de reconnaître les 5 millions de dollars accordés lors des Accords de Kelowna, durement négociés entre Ottawa, les provinces et les autochtones pendant les deux années précédentes.

Ils n'ont jamais su développer des relations de travail avec les peuples autochtones. Et la déclaration de Harper que « le meurtre de 1300 femmes et jeunes femmes autochtones n'était pas un problème social mais seulement une série de meurtres » n'a pas amélioré les choses

Une démocratie qui fonctionne tient aussi compte des vœux de ses minorités.

## Résumé

La démocratie est comme un diamant: fondamentalement dure et durable. Mais ses multiples facettes sont délicates. Ce serait bien triste si nous, citoyens ordinaires, restions là, passifs, à regarder les manipulateurs changer le sens de notre démocratie sous nos yeux.

Ce que nous venons de voir n'est pas seulement la hiérarchie exagérée et la centralisation du pouvoir sous les Conservateurs de Harper mais surtout l'impudent abus de ce pouvoir.

Andrew Coyne a un jour écrit: «Il fut un temps où plusieurs semaines ou mois passaient avant un nouvel abus du pouvoir par Harper. Maintenant,

ils arrivent quotidiennement et en plusieurs exemplaires.» Il conclut: «Ces abus prennent diverses formes: l'écarte des libertés civiles, mépris des conventions, manque de consultation, étroitesse d'esprit, partisanerie, toujours entourés de secret, du désir de contrôler par l'usage d'expédients.» (Andrew Coyne, *Ottawa Citizen*, 7-06-2014).

Le biographe de M. Harper, William Johnson, a déclaré que: «le gouvernement a bouleversé la démocratie canadienne.» Et le journaliste Jeffrey Simpson va plus loin: «Le gouvernement Harper veut intimider, semer la dissension, contrôler la moindre parole; il méprise la presse et est résolu à mener une guerre politique en tout temps et par tous les moyens.» («And the bullying goes on», *Globe and Mail* 16-12-2011).

Pour nous résumer, on peut dire que les dix dernières années de conservatisme ont vu un abus total de la démocratie canadienne. De cela, nous devons apprendre que si le Canada veut retrouver sa démocratie il faudra plus qu'un simple changement de parti au pouvoir. Nous devons changer nos institutions et notre Constitution pour nous assurer qu'à l'avenir, aucun futur Bureau du Premier Ministre ne puisse détenir un pouvoir absolu.

## Chapitre 3 : Étouffement de la Science et des informations; musellement des critiques.

*«Les faits ne peuvent pas surmonter l'attitude de mépris pour la science: les plus récentes recherches sur l'ouverture de sites d'injection sécuritaire ne changera probablement pas la position d'Ottawa au sujet des drogues. Le mépris du gouvernement conservateur vis-à-vis des preuves pour limiter les conséquences négatives de la drogue est une manifestation persistante d'un gouvernement indifférent à la preuve scientifique.»* Lisa Wright, *Ottawa Citizen*, 11-08-2014

*«Tout au long de l'histoire, les remparts de l'ignorance ont été la superstition, le dogme et l'orthodoxie,»* Allan Gregg, *CCPA Monitor*, Nov. 2012

## **Imposition de la loi du Silence aux agneaux scientifiques**

L'accès à l'information est l'un des fondements de la démocratie. Les scientifiques ne font pas seulement partie de la fonction publique comme professionnels et experts mais sont aussi une source essentielle d'information pour le public. Mais, en 2007, les Conservateurs ont décrété que toute entrevue avec des scientifiques d'Environnement Canada par les médias, devraient passer par 'le personnel de la Communication', c'est-à-dire le bureau de censure du Parti conservateur. On a récemment appris que tout scientifique canadien invité à une conférence internationale devra être accompagné par un «chaperon». D'autres départements et agences scientifiques du gouvernement ont dû suivre. La police secrète soviétique, le fameux KGB, utilisait les mêmes tactiques pour contrôler les savants russes. À l'été 2014, le Commissaire canadien de l'Information a dû enquêter auprès de sept ministères pour des plaintes de *musellement de scientifiques*.

C'était la dernière d'une longue série de plaintes. Une soumission du Centre pour la Surveillance des Lois sur l'Environnement et la Démocratie, de l'Université de Victoria a allégué que le gouvernement fédéral empêchait les médias et le public canadien de discuter des nouveautés avec les scientifiques du gouvernement. Il y a eu aussi des plaintes de l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques et de la Fédération mondiale des journalistes scientifiques. En 2012, des centaines de scientifiques ont manifesté sur la Colline du Parlement en signe de «deuil de la preuve scientifique». En 2013, l'Institut professionnel de la Fonction Publique du Canada a publié son sondage : «Coup de froid : Bâillonner la science au service de l'intérêt public», *suivi en 2014 de «La désintégration de la science publique au Canada»*.

Les deux rapports démontraient l'étendue des interdictions imposées à la communication scientifique et aux scientifiques par les Conservateurs de Harper.

Et voici un exemple de ce que cela peut signifier. La Presse Canadienne «a demandé une entrevue avec un scientifique, Max Bothwell, du Ministère des Pêches et Océans qui venait de publier un article dans un important magazine scientifique. Il est spécialiste d'une algue invasive! Ceci semble être un domaine très secret et dangereux... car il a fallu à La Presse Canadienne 110 pages de courriels échangés avec 16 officiels différents. Et l'entrevue n'a jamais été obtenue!....

Allan Gregg commente : «Il semble que l'utilisation des faits et des preuves réels par notre gouvernement soient en déclin et que les dogmes, fantaisie et politique expéditive soient en plein essor.»

Les Conservateurs ne se sont pas limités à fausser l'information, ils ont en fait bâillonné le progrès scientifique. L'équipe de Harper a appris à traiter avec mépris et dédain la sagesse spécialisée des scientifiques, universitaires, chercheurs, économistes et avocats fédéraux. Parmi les projets de recherches scientifiques bousillés par le gouvernement Harper, on peut dénombrer les suivants :

- Fermeture de la Région Expérimentale des Lacs, un projet de l'Institut international du développement durable, mondialement connue pour ses recherches avant-gardistes sur l'eau potable, (partiellement sauvée par l'Ontario).
- Élimination du poste de Conseiller scientifique national en 2007 et fermeture du Conseil des consultants scientifiques et techniques.
- Élimination de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, établie par M. Mulroney pour mettre en commun les expertises scientifiques, de l'entreprise privée et celles du gouvernement.
- Réduction de 137 millions de dollars en 2009 des budgets des trois Conseils qui allouaient des bourses de recherche et abandon total du projet Génome Canada

- Annulation en 2010 du formulaire long du recensement, l'image à long terme de statistiques qui a été 'le système de navigation du pays', utilisé pour adopter les changements de politiques nécessaires pour s'accorder à l'évolution des faits sociaux.
- Renvoi du président de la Commission canadienne de sûreté nucléaire
- Utilisation massive de «bills omnibus» pour escamoter la législation et décimer les lois pour la protection de l'environnement incluant de graves compressions dans les budgets des programmes de surveillance de l'eau, de l'air et de la faune
- Deux des organismes les plus durement frappés ont été l'Agence canadienne d'inspection des aliments, responsable de la salubrité des aliments et des rappels, et en 2014 Pêches et Océans Canada a dû fermer tous ses laboratoires qui surveillaient la pollution de nos eaux territoriales.
- Un rapport de janvier 2013 sur la performance de l'environnement, utilisant des indicateurs tels la qualité de l'air et la biodiversité, a classé le Canada 15<sup>e</sup> sur 17 pays des plus développées.
- Le financement de base du Réseau canadien pour l'alphabétisation et l'apprentissage des adultes et de ses agences provinciales a été éliminé. Cet organisme a dû tout simplement fermer.
- Le statut de fondation charitable de « Mourir dignement » a été annulé. L'Agence du revenu du Canada a déclaré que sa campagne pour « offrir de choisir sa mort » était une activité politique!

On ne s'étonnera pas que les scientifiques aient paradé dans les rues d'Ottawa durant l'été 2012 en criant: « Pas de science, pas de preuves, pas de vérité, pas de démocratie.» Cette manifestation s'est répétée dans 18 villes du Canada en 2013. La politique antisciences des Conservateurs de Harper n'a qu'un seul objectif : désarmer les critiques du gouvernement qui sont normalement bien informés et éduqués

concernant ses politiques. Elle fonctionne selon la théorie du 'Grand Mensonge' qui, répété à l'infini, devient VÉRITÉ.

Ainsi que nous l'avons vu, les Conservateurs de Harper ont utilisé la législation omnibus pour vider les lois pour la protection de l'environnement et sabrer dans les budgets des ministères impliqués dans l'environnement. Les environnementalistes ont été qualifiés de «radicaux, d'anti-canadiens et de blanchisseurs d'argent» par les porte-parole du gouvernement. En conséquence, le Réseau action climat Canada a découvert que la couverture du changement climatique par les médias a été réduite de plus de 80%. Et c'est ce que voulait le gouvernement Harper!

Le rapport de l'Institut professionnel de la fonction publique de 2014 s'intitulait : *La Désintégration de la science publique au Canada* démontrait que, entre 2012-2013 et 2015-2016, dix ministères ayant une fonction scientifique auront perdu 2,6 Milliards de dollars.

Cette malheureuse situation s'est détériorée à l'automne 2014 quand la frustration et la colère de la communauté scientifique internationale a éclaté dans une page publicitaire entière dans le *New York Times* sous forme de *Lettre ouverte pour un leadership canadien dans les sciences*, adressée au Premier Ministre Harper par 800 chercheurs académiques des États-Unis et autres pays. Ils se référaient aux barrières qui dissolvent la collaboration avec les médias et avec les scientifiques du Canada et du monde. Ils demandaient au gouvernement d'éliminer les restrictions et les barrières excessives et lourdes contre la recherche et la communication visant à vaincre les menaces à la planète et à la santé publique. Un éditorial du *New York Times* avait décrit les restrictions comme une «tentative de garantir l'ignorance publique.»

**Amputation du droit des canadiens à s'informer**

«L'obsession d'Ottawa de vouloir contrôler le message est devenue si forte qu'elle est en train de menacer la santé démocratique du Canada et de ternir sa réputation à travers le monde...on dirait qu'on a tiré un Rideau de Fer devant la communication scientifique dans ce pays. (Jonathon Gatehouse, Maclean's Magazine, 13-05-2013

En 2005, Stephen Harper, chef de l'Opposition disait : «l'information est le sang vital de la démocratie.» Depuis qu'il est premier ministre, son gouvernement n'a montré que du mépris pour l'ouverture. Cela a commencé par l'abolition du formulaire long du recensement qui est essentiel pour mettre le doigt sur les éléments des informations de base de la société et de l'économie canadiennes.

Une lettre au *Globe and Mail* du 29 juillet 2010 interprétait les motivations du gouvernement : « La décision d'éliminer le long formulaire de recensement est tout simplement une manœuvre politique visant à éliminer les repères. Les groupes marginaux auront plus de difficultés à attirer l'attention sur leur cause ou sur l'effet que les politiques du gouvernement pourrait avoir sur leurs intérêts...Voici l'agenda caché dont on nous avait mis en garde quand M. Harper a accédé au pouvoir.» En 2015, les résultats en sont évidents. L'annulation du long formulaire a endommagé la recherche dans des domaines-clés, par exemple pour nous renseigner sur l'effet des immigrants et de la classe moyenne sur les villes qui ne sont plus en mesure d'équilibrer leurs budgets. Toronto déclare que les renseignements sont devenus plus chers et qu'elle a besoin de plus de personnel pour obtenir des données de moindre qualité. Les soucis majeurs sont de retracer les mouvements de populations à long terme et de comprendre ce qui se passe au niveau des quartiers de la ville.

Chaque information du gouvernement est micro-gérée. Ottawa a cessé de publier les documents protégés du gouvernement après la fameuse période de rétention de 30 ans; lors des discussions des traités commerciaux, seuls les représentants du gouvernement et des grosses entreprises (pas même les députés!) savent ce

qui se passe. Cela a amené le *Ottawa Citizen* à conclure dans un éditorial que : «**Un gouvernement qui n'écoute pas et qui pense qu'il peut faire ce que bon lui semble sans opposition de la part des institutions qui forment notre démocratie est une Dictature Éluée.**»

Un des objectifs majeurs des Conservateurs de Harper a été de **priver les Canadiens de l'accès à l'information**. Des menaces imaginaires à la sécurité publique sont le prétexte à une occultation d'importantes quantités de documents publics demandés par le biais de la Loi sur l'accès à l'information. Pire encore, l'important registre de l'information du gouvernement (le Système de coordination des demandes d'accès à l'information) a été tout simplement éliminé. Le gouvernement a aussi cessé de publier les plans, priorités, performance et rapports annuels du Centre de la sécurité des télécommunications (trop secrète!...). Mais, le nombre d'agents de l'information a explosé sous le gouvernement Harper. Leur fonction semble être de cacher le maximum d'information.

Après avoir suivi le gouvernement dans sa première année en place, Lawrence Martin du *Globe and Mail* a décrit la façon dont les conservateurs traitent l'information : «Ne répondez pas aux questions à la Chambre des Communes. Attaquez l'historique de l'autre parti. N'attendez pas les élections pour lancer vos attaques pernicieuses contre vos adversaires. Allez-y avant que le Chef de l'Opposition soit prêt. N'ouvrez pas la porte aux demandes d'information comme promis durant la campagne électorale. Barrez-les! Ne faites pas cas des critiques. Faites-les taire ou descendez-les. Faites comme si vous saviez tout! »

Les déclarations des ministres sont contrôlées centralement. Le Commissaire de la GRC est bâillonné. Lui, comme d'autres hauts fonctionnaires, doit obtenir l'approbation du Bureau Central (du P.M.) pour ses réunions, même avec les élus. Les fonctionnaires ne peuvent divulguer d'information sans approbation écrite du B.P.M. En 2014, le Commissaire de l'accès à l'Information a rapporté une



augmentation de plus de 30% de plaintes que le gouvernement de S. Harper retarde ou bloque. Un autre moyen trouvé par les Conservateurs pour bloquer l'accès à l'information a été de fermer les bibliothèques. Et en premier, les bibliothèques scientifiques. Sept des onze bibliothèques régionales de Pêches et Océans Canada ont été fermées. Ces fermetures éliminent non seulement des documents précieux mais aussi une somme de connaissances résultant de recherches, irremplaçables pour ceux qui veulent comprendre l'histoire du Canada.

### **Politisation de l'histoire du Canada**

Les Conservateurs de Harper veulent réformer le Canada et la manière de penser des Canadiens. C'est le premier gouvernement au pouvoir ayant cet objectif. Cela ne faisait pas partie de leur programme électoral et les Canadiens ne leur ont pas donné de mandat pour transformer la culture canadienne. Rien n'est épargné. Ils veulent même ré-écrire l'Histoire du Canada. Les références à d'anciens politiciens conservateurs, comme MacDonald et Diefenbaker surgissent régulièrement un peu partout. Les «harpérites» veulent aussi que le Canada soit comme plusieurs autres pays, agressif et belliqueux. Ils ont donc commencé à glorifier la guerre de 1812 et utilisé les quelques rares fonds disponibles pour construire des monuments commémoratifs de la guerre. Aucune mention du Canada reconnu comme un champion de la Paix.

Ils ont ensuite modifié notre fameux Musée des Civilisations en musée de l'histoire canadienne. Certains observateurs y ont vu d'abord un signe d'engagement envers notre histoire mais ont vite compris les vraies motivations. Le professeur Andrew Cohen commente : «Les gestes posés par le gouvernement sont troublants. Sa version de l'histoire est consciemment sélective et implacablement politique.... Ce qu'on nous offre là, c'est l'histoire des conservateurs. À travers les choix qu'ils ont faits, la mémoire qu'ils essaient de raviver ou non, reflète une perspective partisane étriquée.»

### **Les communications du gouvernement sont contrôlées et parfois utilisées pour déguiser la vérité**

Les Conservateurs de Harper sont réputés être plus ou moins portés à utiliser l'argent des contribuables pour faire la promotion de leur propre parti et à brouiller la ligne de démarcation entre politique et fonctions administratives.

Les petits services de communication avaient été établis à l'origine dans les ministères pour transmettre l'information aux médias. Ils ont grossi!, surtout avec les conservateurs. En 2014, la Fédération canadienne des contribuables a estimé qu'il y avait 3 325 fonctionnaires de l'information qui coûtaient à la fonction publique 263 millions de dollars par an. Le problème n'est pas leur nombre mais ce qu'ils font.

La ligne de démarcation entre la fonction publique et ses maîtres politiques devrait être nettement maintenue. Sous les conservateurs, c'est tout le contraire qui se passe. Au sommet, les lignes ont été brouillées entre le personnel politique du Bureau du Premier Ministre (BPM) et le personnel administratif du Bureau du Conseil Privé (BCP), c'est-à-dire, le Secrétariat du Cabinet. La neutralité de ce dernier comme expert-conseil du P.M. est ainsi réduite à néant. Comme le BPM et le BCP sont soumis au premier ministre, les conservateurs ont travaillé fort pour se servir des deux pour promouvoir leurs propres communications en même temps que celles du gouvernement. En 2008, les 40 personnes qui travaillaient pour ces deux bureaux dans les années 40 et 50 sont passées à 234, au service du Premier Ministre. En 2011, le budget du Bureau du Conseil Privé était de 160 millions de dollars. Cela devait lui permettre de remplir ses nouvelles fonctions de communications et de publicité. La tâche consiste à gérer les 136 millions de dollars de la campagne publicitaire du gouvernement pour promouvoir le Plan d'action économique du Canada, même s'il semble douteux que le P.M. ait le droit d'utiliser légalement ou éthiquement la fonction publique pour servir ses intérêts personnels de promotion. En 2013, un sondage de la *Presse Canadienne* a révélé la perception du public de cette forme de

publicité comme étant de la «publicité politique, gaspillant les fonds publics, de la foutaise!» **De telles réactions indiquent le peu de confiance du public en la démocratie et en ce gouvernement qui n'hésite pas à se servir à même les fonds publics pour sa propre promotion.**

Dans un éditorial du *Globe and Mail* on a pu lire:

«Le gouvernement Harper s'est laissé aller à la malheureuse habitude d'utiliser l'argent du fédéral à des fins partisans : un plan économique qui veut faire accroire à une sortie de crise; des attaques contre la plus grande compagnie de télécommunications du pays; de la publicité pour un soi-disant crédit d'impôt pour les soins aux enfants (qui n'avait pas encore été approuvé par le Parlement), -- un **fameux** gaspillage de fonds publics.»

Et ce n'est pas tout en ce qui concerne le contrôle et les abus des communications du gouvernement. Le P.M. donne rarement des conférences de presse, seulement des séances-photos. Il évite la Galerie de la Presse au Parlement (qui est supposée informer le public) et préfère s'adresser aux petits journaux ethniques et locaux, aux médias sociaux et à un grand réseau de blogueurs conservateurs. Les reporters des médias nationaux sont empêchés de poser des questions aux ministres en route pour les réunions de Cabinet. Les nouvelles sont données par les ministres durant la période de questions ou par leurs assistants, suivant des limites prescrites.

Un journaliste a écrit: «Le gouvernement conservateur a la réputation de museler les fonctionnaires et d'être condescendant envers les agences indépendantes et les tribunaux afin de pouvoir écraser les premiers signes de dissension.» Par exemple, de 2007 à 2010, 228 plaintes par des fonctionnaires ont été soumises à la Commissaire à l'intégrité nommée par M. Harper. Elle a enquêté seulement sur sept, dont cinq ont été closes sans résultats et deux restés en suspens. On dit qu'elle était résolue à protéger les sous-ministres et les ministres de Stephen Harper contre des révélations dangereuses. Pour

remplacer le Commissaire à l'Intégrité, les conservateurs ont passé par-dessus trois candidats hautement qualifiés pour ressortir du placard l'ex-sous-ministre adjoint de l'agriculture - pas trop qualifiée mais on ne sait jamais.

### **Intimidation du public**

Dans la Russie de Poutine, les manifestations sont étroitement surveillées et les autorités de taxation sont utilisées contre les opposants. Ici, au Canada, on fait pareil. En juin 2014, les Canadiens ont appris que le gouvernement Harper surveillait de près toute manifestation à travers le pays. Les rapports sont compilés et conservés dans un fichier au Centre des Opérations du Gouvernement. Ça semble indiquer que la tolérance, la dissension et les libertés civiles n'ont pas de place parmi les valeurs des conservateurs.

Au lieu de les féliciter, Ottawa cherche à fermer la bouche ses sonneurs d'alarme, c'est-à-dire les fonctionnaires qui croient qu'il est de leur devoir de dénoncer ce qui est mal. Le gouvernement a lancé plus de 25 enquêtes sur des fuites parvenues aux médias depuis 2005.

Le droit de manifester pacifiquement n'est pas seul à être sous pression, il en va de même du droit de faire partie d'associations. Les associations privées, les organisations communautaires, les groupes de mobilisation, les églises, syndicats, organisations charitables sont appelées collectivement société civile. **Le gouvernement Harper a agressivement manigancé pour intimider et museler des groupes parmi lesquels on retrouve :** l'Association des Premières Nations, l'Institut de la Gouvernance, l'Organisation nationale de la santé autochtone, le Conseil national pour le bien-être social et le Conseil canadien sur l'apprentissage. Les Services de recherche et d'analyse de la rémunération ait été dissout. C'était la seule agence indépendante offrant des données comparatives sur les salaires dans la fonction publique et le secteur privé.

En même temps, les conservateurs ont donné plus de ressources à l'Agence du revenu du Canada (ARC), un de ces outils les plus

puissants pour faire peur aux organisations caritatives. Ces organisations touchent plus de monde que le gouvernement et à moindres frais. Elles sont aussi les protecteurs de la démocratie et elles ont une connaissance directe de ce que le gouvernement fait ou non dans certains domaines. Afin d'avoir assez de fonds, ces organisations doivent avoir le statut de «caritatives» ce qui permet aux donateurs d'obtenir une déduction d'impôt. L'ARC contrôle ce statut. Tout ce qu'elle a à faire, c'est d'enquêter sur votre organisation et cela vous fait perdre du temps et instille la peur. L'ARC devient un outil bureaucratique utilisé par les Conservateurs pour intimider et faire taire ses critiques.

L'abattage a commencé en 2012 quand les Conservateurs ont ordonné à l'ARC d'entreprendre une vague de vérifications incluant environ 60 associations d'aide à l'étranger, d'environnementalistes, et de développement démocratique. Il en a coûté 13 millions de dollars aux contribuables pour créer cette équipe spéciale d'enquêteurs au sein de l'ARC. Quelques-unes des organisations les plus populaires touchées sont : la Fondation Suzuki, l'Église Unie, Amnistie Internationale, «Tides Canada Initiative Society», le Centre canadien de politiques alternatives, Oxfam et Équiterre. Certains audits durent depuis plus de deux ans. Les porte-parole du gouvernement prétendent que ces organisations sont associées à des groupes terroristes, à des opérations de blanchiment d'argent et de radicaux étrangers. Toutes les organisations qui ont été contrôlées avaient une chose en commun : elles ont osé critiquer les Conservateurs de Harper. Le résultat : censure via l'audit, ciblage sélectif, gel de la mobilisation, musellement des organisations caritatives et autocensure de peur de déplaire à l'ARC. Le musellement et le discrédit étaient le but ultime. Le fondement de la démocratie est ébranlé. **Les groupes de réflexion conservateurs n'ont pas été touchés.**

En septembre 2014, plus de 400 intellectuels ont écrit à l'ARC pour exiger d'arrêter les audits du Centre canadien de politiques alternatives. Ce groupe soutenait que le gouvernement

conservateur essayait d'intimider, de museler et de réduire au silence ses détracteurs.

#### **Chapitre 4: 'Parler fort et n'apporter aucun bâton': La politique extérieure de Harper**

Le titre de ce chapitre vient d'une lettre ouverte à l'éditeur du journal *Le Droit*, comparant le style de Harper à celui du fut président Teddy Roosevelt qui résumait sa politique étrangère en disant : « Parlez doucement mais tenez un gros bâton. » C'est l'une des images utilisées pour décrire la politique étrangère de Harper, incluant la «diplomatie du haut-parleur » ou «diplomatie du cor» ou aussi de politique du «délit de fuite» ou de «politique de myopie». La politique étrangère de Harper peut aussi être qualifiée de simpliste à l'extrême parce qu'elle perçoit le monde de façon polarisée : les bons d'un côté, les méchants de l'autre! La politique étrangère de M. Harper a amené un déclin dramatique du statut du Canada aux yeux du monde. Elle est connue pour :

- Une attitude simpliste, blanc ou noir, pour ou contre, selon son bon plaisir et son idéologie plutôt que basée sur l'expérience internationale
- Rejet de l'engagement traditionnel du Canada dans les affaires internationales et de sa participation à la paix et la sécurité
- Tentatives pour changer la nature du Canada d'une nation pacifique à une image de pays agressif et belliqueux
- Appui unilatéral pour Israël dans les affaires du Moyen-Orient
- Mesures d'obstruction contre le contrôle des changements climatiques; le Canada est montré du doigt dans ce domaine
- Manque de cohérence en matière de défense
- Traitement éhonté des anciens combattants
- Position confuse au sujet de l'Arctique
- Dénigrement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Dans son livre : *«How we lead: Canada in a century of change»*, Joe Clark a consacré un chapitre à la «Politique étrangère du Canada

aujourd'hui». Comme ancien Premier Ministre et Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures ainsi que son appartenance au Parti Conservateur, M. Clark est bien placé pour nous donner son idée de la politique extérieure actuelle du Canada.

M. Clark nous fait remarquer que les enjeux internationaux n'ont pratiquement pas eu de place spéciale dans le programme électoral des Conservateurs de Harper. Néanmoins, ils ont suivi une politique étrangère dure et donné une nouvelle image du Canada, celle d'un pays guerrier. Mais malgré cela, il n'y a ni cohérence, ni suivi dans notre politique de défense. D'autre part, on a pu observer un déclin voulu du financement et des priorités du rôle du Canada en matière d'aide internationale et de diplomatie.

L'un des thèmes majeurs abordés par M. Clark est l'éloignement radical du gouvernement des domaines traditionnellement chers au cœur des canadiens : la diplomatie, la poursuite de relations multilatérales élargies, des partenariats avec la société civile et les ONG, le développement international, un rôle équilibré au Moyen-Orient et un appui sans faille aux Nations Unies. Clark déclare que l'hostilité de Harper envers les Nations Unies se situe dans le même contexte que celui de sa solidarité avec Israël. À l'ONU, notre participation dans des missions de pacification est passée de la première place à la 55<sup>e</sup>, en 2012. Clark déclare : «Le Canada d'aujourd'hui parle plus qu'il n'agit et presque sur le ton d'un adolescent : fort, sûr de lui, enthousiaste, combattif, plein de bruit et de fureur!»

Haroon Siddiqi, du *Toronto Star*, résume les arguments du livre de Clark, il dit : «C'est une critique sans rémission de la façon dont Harper a changé l'image que le Monde avait du Canada, de celle d'une nation admirée pour son habileté à négocier, à maintenir la paix et à collaborer avec les instances internationales à celle d'un nation belligérante, qui divise et qui rejette l'ONU et les autres institutions internationales, telles le Commonwealth, la Francophonie et l'Organisation des États Américains.»

Joe Clark n'est pas le seul ancien premier ministre qui ait critiqué la politique étrangère de Harper. L'ancien Premier Ministre, Brian Mulroney a profité d'une série d'entrevues en septembre 2014 pour décocher ses flèches à Harper. Il a critiqué l'attitude de Harper envers la politique étrangère, les changements climatiques, la Cour suprême et sa manière de gouverner. Mulroney a déclaré à CTV : « Quand le Canada, pour la première fois de son histoire, a soumis sa candidature pour faire partie du Conseil de sécurité des Nations Unies et qu'il a perdu face au Portugal qui était au bord de la faillite, on devrait se regarder dans un miroir et se demander s'il n'y a pas un problème. »

### **Sa connaissance limitée des affaires internationales explique l'approche simpliste du gouvernement Harper**

Quand ils sont arrivés au pouvoir, ni Harper, ni les membres de son cabinet n'avaient beaucoup voyagé en dehors du Canada, sans parler de leur inexpérience en matière de relations extérieures. Alors, ignorants de la politique extérieure, ils ont tout simplement adopté leur idéologie politique, pour remplacer l'approche internationaliste des libéraux par celle belliqueuse de leur politique nationale. Autrement dit, ils bousculent le monde comme ils le font chez eux. En plus, ils utilisent la scène mondiale afin de rehausser leur prestige auprès de certains électeurs de groupes ethniques.

Une explication irrésistible de la vision des affaires internationales par Harper vient de son discours à *Civitas*, à Toronto en 2003 où il a donné quelques indices de ses croyances en matière d'affaires internationales. Il voulait, disait-il, «redécouvrir le conservatisme politique traditionnel du philosophe Edmund Burke. Les grands débats sur les questions internationales devraient porter sur leurs valeurs morales, du droit et du devoir. Le combat contre le terrorisme et contre les tyrans sont des combats pour les valeurs morales.» «Qu'est-ce qui motive Harper? demande le journaliste Mark Kennedy. «La réponse est aussi simple que la notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste.»

Toujours est-il, dans son livre: *The Ugly Canadian*, Yves Engler, suggère que les deux points essentiels de la politique étrangère de Harper seraient **la croissance du militarisme et les intérêts des grosses corporations**. Nous étudierons le militarisme plus loin. Nous savons tous que les sables bitumineux de l'Alberta sont la plus grande entreprise d'extraction au pays mais peu savent que les investissements des compagnies minières canadiennes sont passés de 30 milliards en 2003 à 230 milliards en 2011. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a créé au coût de 15 millions de dollars la Nouvelle École pour l'énergie et l'environnement qui est surtout un groupe de réflexion pour cette industrie.

En même temps, nos diplomates ont été reconditionnés pour vendre les sables bitumineux et les produits miniers. Les projets canadiens de développement apportent leur appui moral aux corporations et les diplomates invitent les pays étrangers à ne pas imposer trop de restrictions sur cette industrie. Cependant, un rapport de l'Association des prospecteurs et des développeurs du Canada a conclu : «Les compagnies canadiennes ont malheureusement été, parmi les pays industrialisés, les plus impliquées dans des incidents désastreux.» Ces incidents incluent le déplacement de populations indigènes, des dommages à l'environnement et de violents affrontements avec les manifestants.

La réputation mondiale du Canada est en chute libre sur le plan international. En 2012, Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, fait remarquer que les Conservateurs fonctionnaient aveuglement selon une idéologie aveugle de clocher. Les budgets des Affaires extérieures et de l'aide internationale ont été sérieusement réduits, les ambassades bien situées dans les autres capitales ont été vendues, le personnel en mission et des consuls rapatriés, etc... «Le Canada, confirme Simpson, a battu en retraite avec sa vision anglo-sphérique du monde dépourvue de toute vision des affaires internationales.»

**Une diplomatie semblable au délit de fuite**, a-t-on dit, ne fonctionne pas car elle ne force pas les adversaires à s'asseoir face à face ou à donner

aux spécialistes canadiens l'occasion d'arranger les choses par des moyens diplomatiques. D'autre part, le Canada ayant une économie de petit pays, nous devons admettre que, être négociateur ou courtier honnête, est encore le meilleur rôle qu'on puisse espérer tenir sur la scène mondiale. Le monde n'a pas besoin d'un autre État belliqueux plein de menaces et de fanfaronnades. Et pourtant, c'est ce que les Conservateurs de Harper nous ont apporté. Ils ont décidé de suivre la ligne dure contre l'Iran et ont fermé notre ambassade en claquant la porte à la négociation. Quand un nouveau gouvernement a été élu en Iran, les États-Unis et l'Europe ont entrepris des pourparlers. Il en est résulté un ralentissement du programme nucléaire en échange d'assouplissement des sanctions commerciales et financières. Le Canada a suivi Israël dans sa dénonciation des accords et s'est marginalisé encore plus face aux pays européens et du Moyen-Orient.

Puis, est arrivée la crise ukrainienne et voilà Harper et Baird qui lancent à qui mieux-mieux des insultes à Vladimir Poutine, essayant de se faire passer pour les faucons de l'Ouest, sans griffes, ni becs. Des fanfaronnades! Dans la littérature même des Conservateurs, Harper est décrit comme un «guerrier nostalgique de la guerre froide» qui n'a jamais fait confiance à la Russie de Poutine, mais qui sait que cette attitude dure a du succès auprès des communautés polonaises et ukrainiennes du Canada. Néanmoins, quand il a été question d'offrir une aide concrète à l'Ukraine, on a réalisé qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres.... Nos 200 millions promis ne seraient qu'un prêt, pas un don.

Les conservateurs se targuent de tenir tête aux dictateurs, mais c'est de la pure rhétorique. En 2008, Harper a promis la création d'une nouvelle agence multipartite pour la démocratie. Mais en 2010 l'atmosphère de coopération multipartite était déjà empoisonnée : la nouvelle agence avait disparu de l'agenda du gouvernement, l'actuel Conseil pour la démocratie était éparpillé et le financement du Forum des Fédérations fut arrêté, le Bureau pour une Gouvernance Démocratique au sein de l'ACDI a disparu, l'Unité démocratique des Affaires étrangères a été

absorbée dans une autre agence et on a carrément fermé l'organisme des Droits et Démocratie, mondialement respectée. Ottawa a aussi procédé à l'élimination du groupe spécial d'étude pour le Soudan quand les combats venaient de reprendre dans le Darfour. Cela a coïncidé avec l'expiration du Fond pour la paix et la sécurité mondiales. Mais les conservateurs ont su trouver cinq millions pour financer son nouveau «Bureau pour la Liberté de religion.»

### À bas les Nations Unies!

Jusqu'à l'arrivée du gouvernement Harper au pouvoir, le Canada a toujours joué un rôle de meneur aux Nations Unies. En fait, depuis sa fondation, le Canada s'en était fait le champion. **C'est un Canadien, le professeur John Humphrey, qui a été l'un des architectes de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.** De plus récentes initiatives canadiennes incluent des campagnes pour abolir l'utilisation des mines terrestres et arrêter le commerce des «diamants du sang», pour l'établissement de la Cour Internationale de Justice et la prise de conscience de la tragédie des enfants-soldats.

Le Canada n'a pas fait qu'appuyer les Nations Unies. Nous n'avons jamais pensé que l'O.N.U. était parfaite. Nous avons toujours essayé de l'améliorer et de la réformer. L'ancien Premier Ministre, Lester B. Pearson, Prix Nobel de la Paix, s'est mérité cet honneur pour son travail de pionnier en créant les Casques bleus. Nous avons activement participé à créer la «Loi maritime». Pendant des années nous avons œuvré à l'ouverture du Conseil de sécurité. Et plus récemment encore, le Canada a financé la Commission qui a créé l'idée de la «Responsabilité de la communauté internationale pour la protection des citoyens». «R2P» est en train de reconstituer graduellement les notions de souveraineté afin que le monde puisse s'entendre sur une modernisation des relations internationales. Mais tout cela semble être du passé. Le gouvernement Harper a accusé les Nations Unies de «relativisme moral», et de vouloir plaire à tous les dictateurs de pays membres des Nations Unies. L'internationalisme libéral, dont font partie intégrale les Nations Unies

et le multilatéralisme, est jugé «dans l'erreur, faibles et mauvais.» Il est clair que le gouvernement Harper vise à rabaisser l'Organisation des Nations Unies aux yeux des Canadiens et du monde entier et à miner la coopération internationale. Voici quelques exemples récents :

Le gouvernement canadien a refusé de signer le traité pour la régulation de ventes d'armes; les diplomates canadiens font la sourde oreille dans les débats sur la Responsabilité de protéger à l'ONU; nous nous sommes retirés du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques et de la Convention des États Unies sur la Désertification (le seul pays à le faire). Notre ébauche de législation sur les explosifs à dispersion est diamétralement opposée à l'esprit de la Convention. Notre position sur les changements climatiques est si déplorable que nous avons reçu en prix plusieurs «Fossiles de l'Année». De plus, les compressions budgétaires au Ministère des Affaires étrangères et celles des salaires de ses employés ont diminué notre capacité diplomatique. Nous avons sérieusement réduit le nombre de réfugiés admis au Canada. Notre programme d'aide a aussi été réduit et combiné à celui des Affaires étrangères. Là où le Canada brillait, il s'est éteint; là où nous étions connus pour notre prudence, nous sommes perçus comme belliqueux.

Dans son discours à l'ouverture de la session de septembre 2014 des Nations Unies, après des années d'absence, M. Harper n'a nullement indiqué un désir de combler le fossé ou de changer son ton de dérision. En mettant en avant seulement son projet international pour la Santé de la mère et de la jeunesse et en ignorant les crises actuelles, Harper a démontré encore sa vision étriquée des Nations Unies, voire des relations internationales.

Alors que Harper se trouvait à l'ONU, un nombre record de chefs d'états assistait au Sommet sur les changements climatiques pour écouter des engagements solennels, incluant ceux des É-U et de la Chine, qui pourraient apporter de sérieuses garanties au Traité sur le climat qui aura lieu à Paris en 2015. Cependant, M. Harper a brillé par

son absence et le Canada reste un paria sur le plan mondial dans ce domaine.

### **Appui inconditionnel de Harper à Israël**

Le gouvernement Harper rejette explicitement toute forme d'équité au Moyen-Orient. «Aujourd'hui, Israël n'a pas de meilleur ami au monde que le Canada.» a déclaré l'ancien ministre, John Baird, au Congrès juif américain. Et c'est pourtant le meilleur moment où Israël pourrait revoir ses options par un examen constructif. La politique «noir ou blanc» de Harper est effrontée, se montrant irrespectueuse du chemin diplomatique où le Canada a brillé par le passé. Il appuie Israël sans restriction aucune. Il doute de la valeur du dialogue et des normes des lois internationales sans tenir compte des droits humains qui devraient nous guider. Ari Shavit, auteur israélien, a averti qu'Israël devrait faire face au «désastre moral, démographique et politique» causé par l'occupation militaire des terres arabes et par l'expansion des colonies israéliennes. Contrairement aux autres chefs d'états, Harper a constamment refusé de discuter de ces questions, lors de son voyage en Israël en 2013. On se demande pourquoi? On pense parfois aux avantages électoraux. Cela est assez évident si on observe la cour que font les Conservateurs à l'électorat juif pour obtenir leurs votes et leurs contributions.

Tous les gouvernements canadiens ont toujours appuyé le droit d'Israël d'exister en sécurité -- depuis le vote pour la création de l'État d'Israël aux Nations Unies en 1947 dont Lester B. Pearson fut l'un des parrains. Ce qui a changé, c'est l'obstination et la causticité du cerveau de Harper, qu'Israël ait toujours raison. Le problème, c'est que cette attitude ne bénéficie ni au Canada, ni à une diplomatie efficace. Notre intérêt, comme pays qui a des citoyens d'origine arabe et d'autres de confession juive, n'est pas de soutenir l'un ou l'autre, mais plutôt de tenter de trouver des terrains d'entente pour amener la paix au Moyen-Orient, dans l'intérêt de tout le monde. Jeremy Kinsman, diplomate retraité a écrit dans le *National Post* : «*La véritable amitié envers Israël serait plus efficace si on aidait ce pays à*

*trouver une solution équitable plutôt que de l'encourager comme des meneuses de claques.*»

Aux yeux de Harper, critiquer Israël, c'est en quelque sorte de l'antisémitisme et de la haine.

C'est ridicule! On peut critiquer la politique d'Israël sans être contre ce pays. Les canadiens critiquent plusieurs pays et même le leur. Bien du monde, même des juifs, critiquent Israël. Et comme Tom Friedman l'a écrit dans le *New York Times* : «Si Israël n'arrête pas la colonisation débridée, en refusant aux palestiniens leur État sur la rive gauche du Jourdain, il correspondra exactement à la caricature de ses pires ennemis.» Au même moment, 300 survivants de l'Holocauste et leurs descendants ont condamné le génocide des palestiniens par Israël dans une publicité dans le *New York Times*.

Ce que nous observons là est un autre exemple de la politique de Harper qui entraîne la discorde. Pour marquer son point, il déclare que quiconque n'est pas avec lui est contre lui. Il vitupère contre une approche équilibrée de la politique étrangère et la déclare «faiblarde et fausse...et de relativisme moral». Il trouve des coins de noirceur dans la «société civile», sur les campus et aux Nations Unies. Ce sont des tentatives évidentes de dépeindre ceux qui ne sont pas d'accord avec lui au sujet d'Israël comme des gens pleins de haine et de racisme. C'est tout le contraire de la réalité et de la vérité. L'appui aveugle de Harper pour le gouvernement israélien de Netanyahu est le révélateur de tout ce qui est erroné dans son idée des relations extérieures. Elle est simpliste, biaisé, étroite, mal informée et vise essentiellement un auditoire local.

### **Les hauts et les bas de la défense sous les Conservateurs**

Un mot décrit la politique de défense des Conservateurs de Harper : inconséquence. L'historien et expert des questions militaires, Jack Granatstein est allé jusqu'à déclarer que les conservateurs n'avaient en fait aucune politique militaire. Leur inconséquence est remarquable dans leurs décisions en matière de défense. On

se penchera ici sur les hauts et les bas des budgets de la défense, des alternances dans la fourniture d'équipement, de la fragilité des Forces Armées et la façon inhumaine de traiter nos anciens combattants. Mais, nous ne devons jamais oublier l'homme qui a englouti dix-huit milliards de dollars en Afghanistan. Et, après des centaines de soldats tués ou blessés, il a été le premier à battre en retraite, laissant un pays en proie aux chefs de guerre, aux Talibans et aux narcotrafiants là où les femmes ne peuvent sortir sans un gardien.

Certains faits sont frappants. Déterminé à donner au Canada le statut d'état belliqueux, notre Harper militariste a augmenté le budget du Ministère de la Défense de 15 milliards en 2005 à 21 milliards en 2011. Mais, en 2013-2014, ce budget a été comprimé de 22%, soit de 3,1 milliards \$. C'était la 3<sup>e</sup> année consécutive où les dépenses pour l'armée canadienne ont été substantiellement réduites. C'était le niveau de budget le plus bas depuis la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, seulement 1% du P.I.B. Cela n'a pas empêché les conservateurs de dépenser 250 millions \$ pour de nouveaux insignes pour remplacer la feuille d'érable par les bébelles et couronnes britanniques -- leur façon de monter leur fidélité à la monarchie.

Les soldats canadiens sont maintenant sérieusement sous-équipés, grâce aux politiques de compressions, réductions et autres décisions inconséquentes des conservateurs et des gouvernements précédents.

Nos anciens avions Aurora CP-140 ont commencé à patrouiller l'Arctique en 1980. De même, nos chasseurs ont été achetés du temps de Pierre Trudeau, dans les années 80. En 2010, les conservateurs ont annoncé qu'ils achèteraient les avions américains Joint Strike Fighter. Ils ont gelé le dossier en 2012 – pour ensuite le réviser disaient-ils -- sans jamais lui donner suite. Il n'y a encore aucune décision prise pour remplacer nos chasseurs, pas même sur la manière de procéder pour en acheter. Mais, la sournoiserie est toujours là... Une fuite d'un dossier ultrasecret du Pentagone a révélé que le gouvernement Harper avait secrètement négocié la livraison de

quatre chasseurs bombardiers F-35 en 2015. Une lettre d'intention signée pourrait confirmer l'engagement officiel du Canada à acheter le reste de la commande, et en maintenant que le Canada respectera une évaluation transparente de ses besoins en avions de combat, tout en cachant l'information au Parlement et aux canadiens. En même temps, les navires d'approvisionnement de la Marine sont mis hors service sans remplacement en vue, et d'autres bateaux sont en retard de plusieurs années et leur coût a dépassé les budgets.

La liste des gaffes des conservateurs sur l'équipement militaire et les retards de livraison démontre leur va-et-vient en matière de décisions. Elinor Sloan, professeure à l'Université de Carleton, explique qu'en 2013 :

- Aucune livraison d'hélicoptères promis pour la Marine en 2008
- Aucune demande faite pour des avions de recherche et secours prévue en 2005
- Aucune mesure prise pour les navires d'appui promis en 2012
- Aucun plan choisi pour les patrouilleurs de l'Arctique pour une livraison en 2013
- Aucun plan pour le remplacement de destroyers attendus pour 2022
- Annulation de la commande de Véhicules de Combat rapproché pour l'Armée
- La commande des F-35 est encore au stade d'étude
- La promesse de trois brise-glace armés est morte après trois ans.
- La Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale a raté la livraison de même un seul vaisseau quatre ans après le choix des chantiers navals.

Cette dangereuse situation a amené le chroniqueur Michael Den Tandt à se demander: « Combien de temps encore les Conservateurs fédéraux vont-ils jongler avec les questions de Défense nationale et d'équipement de manière décousue, mal comprise, chroniquement secrète, sous-financée et inégale par rapport aux défis qui se présentent? » Tout cela était bien troublant quand est arrivée la décision du gouvernement



de participer à la guerre contre l'État islamique (ISIS) en utilisant l'équipement militaire, vieux de plusieurs décennies.

Le gouvernement a reçu quelques applaudissements de la part de ses alliés pour avoir volé au secours de la Coalition contre la barbarie de ce mouvement terroriste. D'autres, incluant l'opposition, ont déclaré que le gouvernement réagissait encore une fois selon sa vision en blanc et noir. Les Conservateurs ont décidé tout seuls, sans mettre le Parlement ou l'opinion publique dans la confidence. Il y a eu peu de cas fait pour l'aide humanitaire aux réfugiés. Il y a un grand fossé entre la rhétorique de Harper à propos de Poutine et d'ISIS et ses compressions des budgets de la Défense. Sa préférence pour l'histoire militaire, les monuments, les médailles, les cérémonies, les parades et les louanges ne remplacent pas le besoin d'équipement, de déploiement, de budgets équilibrés et de services aux anciens combattants.

Andrew Coyne était clairement bouleversé par ce qu'il a appelé: «le fiasco des F-35» et il terminait en disant: «en somme, virtuellement tous les moyens supposément pris pour protéger les fonds et l'intérêt publics ont été outrepassés, escamotés ou piétinés. Les ministres ont échoué dans leur devoir de surveillance de leurs ministères. Le Parlement a été empêché d'exercer toute surveillance, le public maintenu dans le noir... Si on a besoin de preuves de la faiblesse de nos institutions démocratiques et un besoin urgent de réforme, on n'a qu'à examiner ce dossier.»

#### **Traitement éhonté des anciens combattants:**

Le Ministre des Anciens Combattants, Julian Fantino est arrivé un soir en retard pour rencontrer une délégation d'anciens combattants. Il s'est très vite disputé avec eux et a quitté les lieux. Et voici le gouvernement qui aurait voulu empêcher le public de voir les cadavres rapatriés de nos héros tombés en Afghanistan! Mais ces insultes ne sont rien en comparaison à l'abominable traitement des vétérans par celui

qui se vante d'être le champion de nos Forces Armées.

Il y a quelque 700 000 vétérans dont 200 000 ont eu affaire au Ministère en 2013. Sous le gouvernement actuel 40 000 Canadiens ont combattu en Afghanistan et plus de 2 000 ont été traumatisés physiquement ou mentalement. En 2012-2013; 18 soldats se sont suicidés. Ils avaient bien sûr besoin de notre aide. Qu'est-ce qu'Ottawa a fait?

En 2006, le gouvernement a institué la «Nouvelle Charte pour les Anciens Combattants». Une de ses armes les plus mortelles fut de condamner les blessés à une somme forfaitaire unique d'autour de 45 000\$, alors qu'avant ils recevaient une compensation *annuelle* exempte d'impôt de 31 000\$. La différence est effarante. Quand les vétérans ont poursuivi le gouvernement pour récupérer leur dû, le gouvernement de Harper a essayé en vain de les en empêcher et puis a fait la sourde oreille lors du procès. Le Ministre a reçu 4 millions de plus pour payer la publicité à la télé faisant croire que les vétérans étaient bien traités. Mais ce n'était pas tout. Les Conservateurs ont encore réduit le budget des Anciens Combattants de 226 millions, soit 30% des frais administratifs entre 2011 et 2014. Ce fut l'une des compressions ministérielles les plus sévères. Et comme si ce n'était pas assez d'humiliations, les Conservateurs ont aussi éliminé les Centres d'aide personnelle Intégrés au Ministère des Anciens Combattants et leurs neuf bureaux régionaux. Pour les vétérans blessés, ces centres étaient une bouée de sauvetage en matière de soins et d'information. Il y a là de quoi donner la nausée aux Canadiens (si on le savait...), mais pas aux Conservateurs.

Tout cela a connu son aboutissement en 2014 quand deux faits nouveaux ont été révélés. Le Ministère des Anciens Combattants a fait éliminer 900 postes entre 2011 et 2014, l'équivalent de 25% du personnel. Les vétérans devaient attendre jusqu'à huit mois pour être servis car les employés avaient sur les bras entre 750 et 1 200 dossiers à traiter. Puis, on a appris que le Ministère avait remis au Trésor plusieurs millions votés par le Parlement mais non dépensés. C'est

pourquoi on avait coupé tous les services aux vétérans. Pat Stogran, l'ombudsman des vétérans a tenté d'expliquer la situation en disant que les hauts fonctionnaires des Anciens Combattants géraient ce Ministère comme une compagnie d'assurances, «en tentant d'éliminer ces gens, comme s'ils étaient des accidents du travail» plutôt que comme une agence en charge du bien-être des Anciens Combattants. Le gouvernement a bien sûr aidé à confirmer cette mentalité. Il a même offert aux hauts fonctionnaires des boni allant jusqu'à 5 millions s'ils réussissaient à couper leurs budgets et à faire une ristourne au Trésor.

Les vétérans ont commencé à se battre. Un groupe d'Anciens de l'Afghanistan a entrepris une action en justice contre le gouvernement fédéral (quel spectacle!) pour les pensions. Six autres groupes de défenseurs de vétérans ont formé une coalition pour boycotter les annonces du gouvernement et pour galvaniser les votes contre les Conservateurs. D'autres projettent de parcourir le pays, faisant campagne contre les Conservateurs.

### La Farce de L'Arctique

Depuis qu'il est Premier ministre, Harper a rendu visite chaque été aux Peuples du Nord du Canada pour leur dire qu'Ottawa les aime. Ce qui est beau et bon! C'est bien entendu aussi l'occasion de se faire photographié comme le commandant du Titanic en train de couler, le drapeau canadien flottant derrière lui. Comme le malheureux Titanic, la politique de Harper dans l'Arctique a sombré.

Comme on l'a vu plus haut, les Conservateurs ont voulu changer l'image du Canada pour celle d'un pays belliqueux et oublieux de ses traditions pacifiques. On peut constater cela même dans la «Vision Nord» tant vantée. En 2007, Harper a promis un port sur l'Arctique à Nanisivik, la construction de huit patrouilleurs de l'Arctique armés et d'une flotte d'au moins trois brise-glace puissants. Mais à cause des compressions budgétaires, de la complexité des règlements et de la courte vision, il y a de forts doutes sur le début des travaux du port de Nanisivik. Les trois

brise-glace se réduiront à un et le projet des patrouilleurs de huit à cinq. Sept ans plus tard, **rien n'est encore fait**, excepté un début de travail sur l'autoroute vers l'Arctique et sur un patrouilleur. Et alors que le Canada se vante, la Russie a pris les devants sur tous les fronts.

L'Article 76 de la Convention maritime des Nations Unies donne aux états riverains des droits s'étendant au-delà de 200 miles marins du plateau continental. Les pays désireux de se réclamer de ce droit doivent soumettre des preuves évidentes. La Norvège a déposé sa demande en 2006. Et malgré les revendications de Harper sur le Pôle Nord, le Canada n'avait pas encore déposé de demande officielle en 2014.

Harper a aussi prétendu faire de la souveraineté sur l'Arctique une priorité. Trois buts à cela : garder le contrôle sur 1 500 kms du Passage du Nord-Ouest qui, avec le réchauffement global pourrait s'ouvrir à la navigation (52 navires ont en effet traversé ce passage en 2012 et 2013); préparer l'exploitation des ressources et enfin cultiver le mythe que les Conservateurs sont les défenseurs du Grand Nord. Mais le leitmotiv est la souveraineté. Harper le disait à Steven Case du *Globe and Mail* : « La position de mon gouvernement est sans équivoque : l'Arctique canadien est territoire souverain. » Ce à quoi Heather Exner-Pirot et Joël Plouffe, spécialistes du nord, ont répondu : «Il est de l'intérêt du Canada d'utiliser sa position pour mettre de l'avant les intérêts communs en région polaire... Mais la rhétorique de souveraineté de M. Harper se révèle être au détriment du Canada de pouvoir le faire.» Il y a de bonnes raisons de ne pas trop développer le Nord simplement sur la base d'une notion de souveraineté. Les peuples du Nord aimeraient plutôt voir une amélioration des transports et des subsides afin de faciliter la vie et le développement dans leurs régions. On a aussi dit qu'une seule chose peut vaincre les défis posés par le climat et les distances dans le Grand Nord et c'est **la coopération**. Dans une période de politiques à l'échelle mondiale, la notion et la rhétorique de Harper sont démodées. C'est notre isolationnisme croissant qui représente le plus grand danger pour nos intérêts dans l'Arctique. Il vaudrait peut-être mieux coopérer avec les autres

nations riveraines pour mettre en avant notre souveraineté et nos intérêts communs.

### **Chapitre 5. Économie et Politique: au service des riches et des grandes multinationales.**

Le Chapitre I est un aperçu de ce qu'il faut retenir du mal que les Conservateurs de Harper ont fait au Canada. Les second, troisième et quatrième Chapitres présentent les dommages spécifiques faits à notre démocratie, à nos sources d'information et à la réputation qu'ils ont faite à notre pays sur la scène internationale.

Dans ce dernier chapitre, avant les conclusions, nous allons jeter un coup d'œil aux directives économiques et politiques néfastes des Conservateurs. Il est impossible de couvrir toute la matière en profondeur. L'objectif est de démontrer qu'au lieu d'être des bons gestionnaires économiques des biens publics comme ils l'ont toujours prétendu, on doit conclure que les Conservateurs ont très mal mené l'économie canadienne depuis une décennie. Essentiellement ils ont doublé la dette nationale tout en diminuant le potentiel international de l'économie canadienne. Dès le début, leur objectif fut de minimiser l'action du gouvernement et de servir les intérêts des grandes entreprises et des riches. Évidemment les grands bénéficiaires sont les propriétaires qui profitent des actions des Conservateurs dans les domaines des ressources, des traités de libre-échange, de la réduction des impôts et du fractionnement des revenus pour la garde des enfants.

**Un Plan d'action qui nuit à l'économie canadienne.** Les faits nous démontrent la fausseté des prétentions de Harper et de ses Conservateurs d'être des maîtres des affaires économiques. Considérons de plus près leurs échecs depuis qu'ils sont au pouvoir :

- Les conservateurs de Harper ont détruit la capacité économique du gouvernement pour diriger et protéger le pays.
- Ils se sont forcés à équilibrer le budget et à réduire les taxes tout en négligeant la dette nationale et le rôle d'Ottawa dans le

développement de l'économie et des services publics.

- Ils se sont occupés des riches et des entreprises en laissant la classe moyenne et les pauvres se débrouiller.
- Au lieu d'investir dans la création d'emplois, l'innovation technologique et le renforcement de nos industries fortes, ils ont fait du Canada un pays dépendant du pétrole et des ressources minières, une situation sujette aux variations de la demande mondiale.
- Quoiqu'en théorie le libre-échange entre pays puisse avoir des retombés bénéfiques, les Conservateurs ont créé de nombreux traités qui vont avoir comme effet d'augmenter la puissance des grandes corporations tout en diminuant la possibilité de contrôle démocratique de l'économie nationale.

Les Conservateurs n'ont pas perdu de temps à montrer leur vrai visage politique durant la première ronde de compressions d'un milliard de dollars en 2006-2007. Les compressions ont visé l'étude de l'usage médical de la marijuana, des postes ministériels, des missions à l'étranger, le Projet de Radar de surface à haute fréquence, les musées, le Statut de la Femme, le Programme de contestation judiciaire, la Commission du droit du Canada, le programme de la GRC contre la conduite sous l'effet de drogues, etc... En d'autres termes, les Conservateurs ont conclu que les dépenses sur les femmes, les musées, les lois, la recherche et les affaires étrangères pouvaient être saccagées sans conséquences graves.

Stephen Harper se croyait vraiment économiste avec sa Maîtrise en Économie. Il s'est senti qualifié pour tenir en laisse son Ministre des Finances, Jim Flaherty, quand il s'est réinstallé à Ottawa après avoir brouillé les cartes de l'économie de l'Ontario sous Mike Harris. On peut donc appeler

l'économie du Canada de 2006 à 2014  
l'expérimentation économique Harper-  
Flaherty. Qu'est-il arrivé? Commençons avec  
les budgets.

**Ils avaient hérité d'un surplus de 14 milliards du gouvernement Libéral** et puis, pour de pures raisons idéologiques et contre tous les avis des experts, Harper-Flaherty ont réduit la taxe de vente (TPS) de 2%. Cela a éliminé le surplus mais a aussi coûté au Trésor 115 milliards entre 2006 et 2015. Si on y ajoute les coupures de 17 milliards par an d'impôt sur le revenu et 13 milliards sur les impôts des entreprises, le gouvernement se trouve privé de 43,4 milliards de dollars par an depuis 2005. En d'autres mots, «Le Canada n'a pas de problème de déficit, mais un problème de revenus.» Le déficit les aurait justifiés d'avoir une politique de limitation des dépenses, ce qui amène encore des compressions dans les programmes d'Ottawa. L'idéologie conservatrice est simple. S'ils peuvent affamer Ottawa en la privant de ses revenus d'impôts, ils peuvent justifier les compressions des services du gouvernement fédéral et rétrécir le rôle du gouvernement dans l'économie, permettant au secteur privé de gouverner. Le rôle de balancier du gouvernement est ainsi détruit.

La seconde secousse économique majeure peut sembler contradictoire à court terme. En 2008, Harper-Flaherty, malgré la dégringolade rapide de l'économie, ont refusé d'admettre que le Canada connaissait aussi une récession. Mais, à cause de l'engagement de Harper envers le Sommet économique du G-20 et la menace que son parti soit remplacé par une coalition des partis d'opposition, Harper-Flaherty ont fait demi-tour. Ils ne voulaient pas le faire mais ont été forcés de le faire par l'Opposition pour sauver l'économie canadienne. Ils ont adopté immédiatement la voie d'un stimulus avec augmentation des dépenses jusqu'à 45 milliards sur trois ans. Ceci a mené à un déficit de 55 milliards en 2009-2010, le plus grand déficit jamais encouru par un gouvernement fédéral.

Leurs quelques succès économiques leur ont été servis sur un plateau d'argent par le gouvernement libéral précédant qui avait réduit le

ratio de la dette à son plus bas niveau et qui avait renforcé le secteur bancaire en refusant les fusions et en exigeant le rehaussement du capital des banques. C'est ce qui a sauvé le Canada lors de la grande récession de 2008. La volte-face idéologique des conservateurs n'était qu'apparence et n'a pas duré longtemps. Ils sont vite revenus à leurs préférences : mises à pied dans la fonction publique, réduction des services pour réduire le déficit et réduire la taille du gouvernement.

Deux anciens dirigeants du Ministère des Finances, Scott Clark et Peter de Vries ont noté la tragédie qui a suivi : «Quand Flaherty était ministre des Finances de 2006 à 2014, la dette fédérale du Canada a augmenté de 160 milliards de dollars, le pays a enregistré des déséquilibres commerciaux énormes, la croissance économique a gelé année après année, le chômage s'est fixé à 7% et le pourcentage de la population active a baissé.» La grande erreur a été de faire une fixation sur la réduction du déficit ce qui a exclu l'investissement et la croissance économique. Ce n'est qu'à la fin de 2014 que la banque du Canada a pu annoncer que la reprise semblait s'élargir. N'oublions pas, c'est le Parti qui prétend être le seul à pouvoir gérer l'économie!...

La 3<sup>e</sup> gifle appliquée par Harper-Flaherty à l'intégrité de l'économie d'Ottawa a été d'escamoter la transparence budgétaire. L'information et les données n'étaient plus disponibles. Le défenseur du public, Kevin Page, Directeur parlementaire du budget a été injustement attaqué. Puis, les Conservateurs ont mis les détails des budgets 2012 et 2013 et bien d'autres lois sous le couvert de «bills omnibus». Ils cachaient bien des surprises en 1, 000 pages, évitant ainsi le contrôle du Parlement. Depuis qu'ils ont la majorité au Parlement, les Conservateurs de Harper ont fait usage de cette manière de légiférer trois fois. Ce n'était pas seulement pour camoufler leurs plans financiers mais aussi pour cacher à tous les Canadiens d'autres lois sur l'environnement, par exemple, ou sur les pensions, les fonctionnaires et les Pêches et Océans .

### **Les bills omnibus sur le budget de plus de 400 pages sont un coup de poignard dans le dos de la démocratie canadienne.**

Dans le cas de la Loi C-38 de 2012, les députés ont été forcés de voter pendant huit heures consécutives, jusqu'à tard dans la nuit pour que le gouvernement puisse utiliser sa majorité pour contourner les 1 600 amendements que l'Opposition avait proposés. «Ces mises en œuvre des budgets par bills omnibus faussent et débilitent tout le processus et les principes de la démocratie...impliquant des affaires légales et techniques...avec des défauts et des implications dans leurs centaines de pages» a déclaré notre plus grand expert parlementaire, le professeur C.E.S. Frank.

Quatrièmement, Harper-Flaherty ont faussé l'équité de la taxation et de ses résultats. Par exemple, le fractionnement du revenu et les C.E.L.I. bénéficient seulement aux riches et pourraient coûter au Trésor plus de 10 milliards par an.

Suite à la compression de Harper, par moitié, de la contribution du gouvernement à l'économie du Canada, nous vivons dans un pays en pleine stagnation où les standards sont à plat, où la classe moyenne rétrécit, où la productivité et la concurrence sont au plus bas; et pendant ce temps, les déficits et dettes sont exacerbés!

Cinquièmement, comme dans d'autres cas, Harper-Flaherty n'ont pas pris la peine de consulter les provinces avant de réduire les transferts pour les soins de santé de 30 milliards de dollars et d'augmenter l'âge pour bénéficier de la Sécurité de la Vieillesse de deux ans. Les Conservateurs de Harper se vantent en disant que le canadien moyen paie présentement moins de taxes. Les conservateurs ont réduit l'infâme TPS, certaines personnes ont reçu des rabattements d'impôts personnels et on a accordé des crédits d'impôts pour certains groupes: sport ou art pour les enfants, les pompiers, etc.... Les chouchous de Harper, les corporations, ne contribuent maintenant qu'à hauteur de 14% du total des revenus d'impôts fédéraux alors que c'était 23%. Si Ottawa

prétend équilibrer le budget, une volte-face de 29 milliards, où trouvera-t-on l'argent? SURPRISE! Eh oui, ce sera le contribuable canadien qui trinquera! Un tour de passe-passe! Le revenu annuel des taxes que nous, Canadiens, payons passera de 126 à 168 milliards c'est-à-dire qu'ils augmenteront de 46 à 50%, au bénéfice d'Ottawa. Donc, le Monsieur-tout-le-monde canadien paiera plus! Bien sûr, le château de cartes pourrait s'écrouler si les marchés boursiers font couler tous ces beaux projets.

Pour réduire le déficit du budget fédéral, les autres tactiques des Conservateurs seront les éliminations ou réductions de programmes, et les énormes fonds non dépensés après avoir été votés par le Parlement. Le gouvernement fédéral a mis de côté 7 milliards de ce qu'ils ont appelé «compressions muettes» lors du dernier exercice fiscal, amenant à 18 milliards de manque à dépenser entre 2012 et 2014. Le gouvernement conservateur a gardé des milliards sur des dépenses prévues pour équilibrer son budget pour les élections de 2015, alors que tant de ministères et d'agences étaient sevrées.

Non seulement les finances canadiennes ne sont pas ce qu'en disent les Conservateurs, mais l'inégalité de la richesse est un désastre national. Les 13 dernières années ont vu une augmentation prononcée de la richesse au Canada, mais elle s'est concentrée dans les mains d'une petite minorité. Pour chaque dollar de véritable richesse généré au Canada depuis 1999, 66 cents sont allés aux 20% des familles les plus nanties, et seulement 10 cent aux 60% de la population le moins riche. Les 20% plus riches du Canada gagnent presque 50% de tous les revenus et 70% de toute la richesse..

À Ottawa, l'une des villes les plus riches du Canada, le nombre de pauvres obligés de s'adresser aux banques d'alimentation a augmenté de 34% en 2014. Durant les sept dernières années de gouvernement conservateur, le nombre de personnes en Ontario qui ont dû s'adresser aux banques alimentaires a passé de 314 000 à 375 000, en moyenne, par mois.

Ed Broadbent a écrit : « Il y a des preuves que les sociétés plus égalitaires se portent mieux en matière de santé, d'expectatives de vie, de confiance entre les divers échelons sociaux et les chances de promotion. Une grande majorité de canadiens croit aussi que les grandes inégalités causent du tort à notre démocratie. »

D'autres indicateurs de pauvreté et d'inégalités sont les conditions de vie de plus d'un million de Canadiens, près de 20% de population active, obligés de travailler à temps partiel sans aucune sécurité en matière de santé ou de pension. Et les choses ne font qu'empirer. Le travail à temps partiel représente 80% des créations d'emplois en 2013-2014. Ces gens ne sont pas seulement pauvres, mais leurs vies sont chamboulées, sans aucune garantie d'un nombre minimum d'heures et sont obligés de dépenser leurs économies (s'ils en ont...). Ils vivent en marge dans un monde brutale. Nous savons aussi que le pourcentage de ceux qui travaillaient pour le salaire minimum entre 2006 et 2012 (sous les Conservateurs donc) a augmenté de 59%. Les effets de la pauvreté vont bien au-delà des finances personnelles. Ils réduisent aussi la demande à la consommation et la croissance économique.

À l'autre bout du tableau, nous trouvons l'appui sans fin de Harper pour les riches, pour les entreprises et pour les industries des ressources. Le journaliste du *Toronto Star*, Thomas Walkom, a résumé le processus dans son analyse du budget de 2010. « Comme toujours, chez les Conservateurs de Harper, écrit-il, les pépites sont dans les petits caractères. Dans l'Arctique, les règlements pour l'environnement sont rationalisés afin de faciliter le forage par les compagnies pétrolières et minières. L'évaluation des effets environnementaux du forage sera transférée à une agence plus amicale envers ces industries, le Conseil canadien de l'énergie. Une commission-tampon sera établie afin d'éliminer toutes les tracasseries fédérales qui interfèrent avec les intérêts des corporations.

Le système de taxation du Canada est considéré par les comptables KPMG comme le plus favorable aux affaires parmi les pays industrialisés -- cela en plus des réductions

d'impôts. Nous venons de voir qu'Ottawa a réduit les taxes de 43 milliards. Devinez où sont allés les bénéficiaires! Selon le Directeur parlementaire du Budget Parlementaire, les 50% des foyers canadiens au bas de l'échelle ont profité d'une réduction de taxe d'une moyenne de 1,130.00\$, alors que les 5% les plus riches ont reçu des allègements fiscaux de 4 170.00\$ en moyenne, *presque quatre fois plus!*

### **L'appui des Conservateurs pour l'industrie minière et particulièrement pour celle des sables bitumineux de l'Alberta n'a pas de limites.**

Le Canada est devenu un négateur international des changements climatiques afin que l'Alberta puisse polluer impunément. Nous avons insulté les Américains (rappelez-vous les mots de Harper à propos des Américains : « il ne faut pas être un génie... ») pour comprendre l'oléoduc de l'Alberta qui devait acheminer le brut vers les états du sud. Harper a payé \$200 millions pour construire une route à fin de réduire les frais d'exploration pétrolière dans la mer de Beaufort. Les Conservateurs ont éliminé en 2013, 100 emplois dans le secteur de l'énergie verte au Ministère des ressources naturelles. Nous avons mis tous nos œufs économiques dans le même panier en matière de ressources en négligeant de faire des investissements dans des technologies de pointe. En 2000, les ressources brutes représentaient 40% de l'activité économique du Canada. En 2011, elles sont passées à 65%. Ce fut la première gaffe. La dépendance des ressources a sérieusement ralenti le développement de notre économie. Les quelques années de revenus faciles ont pompé notre monnaie. Cela et un coût très élevé de la main-d'œuvre ont fait du tort à nos autres exportations et au secteur des services. La concurrence a plongé. Nous avons maximisé nos dettes nationales et internationales et nous sommes dépendants de l'importation des biens de consommation. Voici les ruines d'une économie gérée et léguée par les Conservateurs aux Canadiens.

Malgré leurs prétentions du contraire, l'économie canadienne a été scandaleusement malmenée par les Conservateurs de Harper tout au long des

dix dernières années. Le gouvernement fédéral est plus faible. La réduction du déficit fiscal a occupé l'avant de la scène tandis que la dette nationale augmente d'une façon scandaleuse. Des corporations étrangères peuvent nous poursuivre à cause des traités commerciaux vantés par Harper. Les Canadiens ont été mal ou peu informés au sujet de leur économie et des politiques qui l'ont dirigée. On a caché des lois aux citoyens. De grosses sommes d'argent ont été dilapidées ou, tout simplement perdues. Le pire, c'est **ce que les Conservateurs n'ont pas fait**. Les canadiens doivent vivre avec un taux de chômage et de dettes élevé; une piètre innovation, concurrence et commerce extérieur; un domaine de recherches et de développement négligés. On doit vivre avec un niveau de pauvreté et d'inégalités, de pollution et de réchauffement climatique jamais égalé. Sous le couvert de leur incapacité à gérer, les Conservateurs ont insidieusement glissé leur idéologie économique dans le quotidien des Canadiens. Ils utilisent les mêmes trucs que les magiciens : distraire et détourner l'attention sur autre chose. Tous les yeux sont rivés sur la réduction du déficit (pas celle de la dette!) alors qu'on réduit la taille et le rôle du gouvernement dans l'économie. Les règlements contre la pollution sont réduits afin de permettre aux intérêts privés de s'enrichir toujours plus. Bien sûr, ce n'est pas que l'économie que les Conservateurs ont malmenée. Mais pour connaître tous les torts qu'ils ont causés, dans tous les domaines et à plusieurs secteurs de la population, je vous invite à lire le texte complet de cette publication sur: [www.johntrent.ca](http://www.johntrent.ca)

## **6. Conclusion: Le Canada mérite mieux et doit définir ses attentes**

*Je ne suis pas un adepte de changements fréquents...mais les lois et les institutions doivent aller de pair avec les progrès de l'esprit humain.*

*Au fur et à mesure qu'ils se développent et s'illuminent et que de nouvelles découvertes sont faites...les institutions doivent aussi avancer pour garder la mesure.*

*Sinon, c'est comme si on obligeait un homme à porter le manteau qu'il avait petit garçon, il en va de même des sociétés civilisées qui gardent le même régime que leurs barbares ancêtres.*

Thomas Jefferson

*L'injustice est le déclencheur classique de la colère. Dans ces cas, non seulement la colère est-elle justifiée, elle est aussi nécessaire. La colère morale peut provoquer des contremesures.*

Dr. Scott Schieman, *Globe and Mail*,  
24-12-2014.

J'espère avoir démontré dans les chapitres qui précèdent les grands maux causés au Canada par les Conservateurs de Harper.

**Le Renouveau:** On entend tout le temps des gens qui disent vouloir se débarrasser de Harper. Cela soulève un tas de questions. Nous avons passé bien du temps à définir le mal causé par le conservatisme de Harper. Maintenant, nous devons nous demander comment le remplacer et à quoi ressemblerait un gouvernement avec une philosophie progressiste. Il ne suffit pas de changer le parti au pouvoir. Nous devons savoir ce que nous voulons d'un gouvernement.

Pauvre Stephen! Il a travaillé si fort pour refaire la face du Canada selon sa propre image : dur, sombre, destructif, et rétrograde. Mais il n'a jamais pu comprendre que les Canadiens ont déjà leur propre image conservatrice, un conservatisme progressiste. Celui de Harper veut reculer les horloges à l'heure d'avant les Lumières et du progrès et de l'ère moderne. Cela est totalement opposé au conservatisme de Mulroney, de Charest, de Lucien Bouchard et de Joe Clark. Ils nous ont apporté un individualisme coopératif et négocié, respectueux de l'environnement, un constitutionnalisme constructif et des relations extérieures amicales. Il est peu probable que les électeurs canadiens se laissent gouverner par un gouvernement conservateur jusqu'à ce parti redevient progressiste..

Afin de savoir où nous voulons aller, nous devons savoir d'où nous venons et où nous en sommes à l'heure actuelle. Le sens du concept «Canada traditionnel» doit être expliqué. Il doit nous servir d'ancre dans la tempête et nous guider dans nos choix pour l'avenir. Notre pays est le résultat d'une série d'au moins cinq tensions qui ne sont jamais loin à l'horizon du Canada: les querelles ethniques, les controverses fédérales-provinciales, les désaccords religieux, les luttes pour le pouvoir économique, et tout cela à la lumière de nos relations avec notre voisin américain. Ces «forces de tensions» complexes sont en fait devenues la base de l'identité moderne du Canada. C'est cette même complexité qui exige une forme tolérante de gouvernement que les Conservateurs de Harper n'ont jamais comprise. Les «forces de tension» sont en évolution permanente et elles ont justement créé un modèle bien distinct de comportement, une personnalité vraiment canadienne. Nos tensions complexes et accumulées ont généré la reconnaissance que nous sommes une société de groupes en compétition dont aucun ne peut dominer, une société de minorités où aucune ne peut gagner que par coalition avec les autres. Nous avons appris à traiter avec les autres de manière civile. Nous avons appris à faire des compromis. Nous cherchons l'équilibre idéal au milieu de nos nombreuses sources de tensions. Les moyens que nous prenons pour nous entendre et pour traiter avec nos concitoyens sont les joyaux de l'identité du Canada. C'est même son âme. Le processus d'acceptation mutuelle est étayé par des comportements de civilité, de tolérance, de justice, d'équilibre et de compromis. Ils sont le pur résultat des pressions issues de groupes concurrents. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Quand je dis groupes concurrents, je veux dire qu'il n'est jamais facile de naviguer au Canada. Mais sous la houle, il y a toujours notre idéal de comportement tolérant qui calme les esprits. Avec leur idéologie agressive et intolérante les Conservateurs n'ont jamais compris qu'ils étaient toujours en train d'exacerber les tensions canadiennes. Le plus grand mal que les Conservateurs de Harper ont fait au Canada est

d'avoir miné nos valeurs d'accommodement et de civilité.

Qu'en sera-t-il du futur? En y regardant de plus près nous pouvons constater qu'il y a un refus croissant des idées du conservatisme de droite, voire des Conservateurs de Harper. Les idées sont importantes et, d'habitude ce sont de grandes publications qui annoncent un changement important dans la manière de penser d'une société. Elles offrent les nouveaux concepts qui poussent les peuples à changer leur perception des grandes valeurs sociales. Trois livres récents qui peuvent transformer la pensée sont de Thomas Piketty : *Capital in the Twenty-First Century*; de Joseph Heath: *Enlightenment 2.0*. et: *Transforming the United Nations System: Designs for a Workable World* de Joe Schwartzberg.

Ces trois ouvrages, sérieusement documentés, nous expliquent que dans le monde, apparaissent de nouvelles tendances dans la pensée économique, culturelle et politique et qui remettent en question les tenants fondamentaux du conservatisme qui domine le paysage politique depuis les années 80. Piketty nous dit que les économies basées sur le marché sans correctifs politiques ont mené à la concentration des fortunes héritées entre des individus de moins en moins nombreux et qui se réservent une part de la croissance plus importante que l'économie générale. «Le passé dévore le futur.» Des inégalités extrêmes sont créées et elles sapent les valeurs démocratiques du mérite, de l'effort et de la justice sociale. Mais, la démocratie peut reprendre le dessus par l'éducation, le savoir, l'information et le système fiscal, tout ce que les Conservateurs de Harper ont renié.

Le second livre nous mène de l'économie à la culture sociale et à la philosophie. Heath appelle à un retour aux idées du Siècle des Lumières qui visaient à réformer la société en se servant de la raison, en mettant au défi les idées ancrées dans la tradition et la foi et de faire progresser la connaissance par une pensée basée sur des preuves et sur les échanges intellectuels. Le rythme rapide de la politique moderne, la répétition hypnotisante et répétitive des nouvelles



au quotidien, la publicité et les slogans gouvernementaux empêchent d'écouter attentivement la voix de la raison. Le seul moyen de ramener la raison c'est de s'engager dans une action collective contre les conditions sociales qui l'ont envahie.

Dans le troisième livre au sujet de la réforme de l'O.N.U., Schwartzberg nous dit que le monde doit traiter avec les organisations, l'environnement, la coopération globale, pour venir à bout des inégalités et appuyer les institutions qui basent leur légitimité sur l'inclusion de tous et de l'équité. Ces traits sont bien loin de l'approche des Conservateurs de Harper.

Alors, comment ces trois ouvrages transformateurs peuvent-ils nous aider à comprendre les problèmes actuels du Canada et quoi en faire? Pendant les trois dernières décennies, nous avons été soumis à l'idéologie économique qui fait la promotion de la «nouvelle économie». Selon cette manière de penser, le gouvernement était trop grand, les taxes trop élevée et les règlements trop inquisiteurs. Le gouvernement ne devrait pas jouer au «Big Brother». L'initiative devrait émaner des leaders du monde des affaires qui devraient être payés pour leur travail. Toutes ces idées ont été implantées dans l'esprit du public par les grosses entreprises qui contrôlent les médias, les grands groupes de réflexion et la tendance religieuse de droite fondamentaliste.

Le résultat a été une économie qui accepte le chômage permanent, la réduction des taxes pour les grands capitaux, la marginalisation des syndicats et la réduction du rôle de l'État comme régulateur et garant de la justice sociale. Les coupures budgétaires signifient que le gouvernement ne peut plus promouvoir la justice sociale parce qu'il est privé des fonds nécessaires à le faire. La dérèglementation et la cupidité ont mené au désastre financier de 2007-2008 dont nous venons de commencer à récupérer. La création de la richesse a mis de côté d'autres valeurs sociales telles que l'aide au développement ou l'offre d'une deuxième chance aux dépourvus. La fonction publique canadienne exemplaire a été réduite jusqu'à n'être plus que

son ombre. Les environmentalistes ont été muselés. La qualité de l'éducation a baissé, les files d'attente dans les hôpitaux sont devenues endémiques et le «leadership» scientifique canadien sérieusement miné. Les Anciens Combattants sont négligés. La concentration de la richesse et les revenus excessifs ainsi que les bonis des grands administrateurs (incluant ceux des compagnies qui n'ont pas fait de profits) servent à élargir encore plus le fossé entre riches et pauvres. Ils divisent encore plus notre société et détruisent les valeurs de partage, de compromis et de tolérance. En bref, voilà les erreurs que nous devons corriger.

**Renouveau par le biais des élections:** Le seul moyen de changer de gouvernement, c'est d'élire une majorité de candidats de l'actuelle Opposition comme députés. Mais notre travail ne sera pas fait pour autant. Actuellement, les sondages nous disent qu'aucun des partis d'opposition ne pourrait former un gouvernement tout seul. S'ils ne coopèrent pas, Harper pourrait obtenir assez de sièges pour continuer à gouverner si les autres partis sont divisés. Alors, quoi faire?

La réponse pourrait être simple si le Parti Libéral et le Nouveau Parti Démocratique (NPD) avaient assez d'esprit civique pour coopérer au sein d'une Coalition. On pourrait alors voter pour la Coalition et le travail serait fait. Alors, réfléchissons un peu à cette idée de coalition. Je ne vais pas parler des Verts, même si je les admire. Les sondages suggèrent qu'ils sont loin de détenir la balance du pouvoir. On pourrait en dire autant du Bloc Québécois qui a perdu bien des députés et d'une partie de son électorat. D'après ce qu'on lit dans les médias il y aurait bien des partisans des deux autres partis en faveur d'une coalition. Mais il semble que les chefs actuels ne sont pas prêts à accepter la proposition.

L'idée de coalition a aussi reçu une raclée en 2011 quand un groupe de partis a presque réussi à «détrôner» Harper. Ce dernier a déclaré aux Canadiens que la coalition des partis d'Opposition était illégale et inconstitutionnelle. Ce qui était faux. Tout groupe de députés qui obtient une majorité à la Chambre des

Communes et qui présente la structure nécessaire pour se maintenir en place peut former un gouvernement. Les insultes de Harper à l'égard des coalitions ont empêché les Canadiens de penser à tous les avantages de voir plusieurs partis s'unir pour gouverner. Le fait est que dans la majorité des démocraties, on voit des gouvernements de coalition et ils semblent fonctionner. Cela oblige les partis à travailler ensemble, à apprendre les uns des autres, à développer de nouvelles directions communes et donc à combler des préjugés idéologiques de leurs sociétés. J'insiste sur la constitutionnalité et les avantages des coalitions parce qu'il est très vraisemblable que, malgré les protestations actuelles des Néo-Démocrates et des Libéraux, le Canada pourrait bien finir par être gouverné par une Coalition vers la fin de 2015 -- et qui inclurait les Verts!

Alors, si nous n'allons pas vers les élections de l'automne avec une coalition, tous ceux qui sont déterminés à se débarrasser de Harper devront travailler plus fort. Ils devront voter stratégiquement. Cela signifie que dans chaque circonscription à travers tout le pays nous devons décider quel candidat de l'opposition aura le plus de chances de gagner et voter pour cet individu, peu importe s'il représente le parti qu'on appuie ou non. On peut toujours *travailler* pour le parti que l'on préfère, mais quand viendra le temps de voter il faudra le faire pour l'individu qui pourrait gagner en battant le candidat Conservateur. Pour savoir qui est le candidat le plus fort ne vous laissez pas bercer par les vœux de votre parti préféré. Ils sont tous convaincus qu'ils vont gagner, jusqu'à ce qu'ils perdent... Alors, suivez la couverture des médias et allez à ce site web : [www.threehundredeight.com](http://www.threehundredeight.com) qui vous donnera les projections les plus récentes sur le vote populaire dans chaque circonscription. Puis, votez stratégiquement pour gagner. Maintenant, si nous suivons tous cet avis et que nous élisons une majorité de Libéraux et de Néo-démocrates sans véritable gagnant, notre travail ne sera pas encore fait. Nous devons prendre le téléphone, écrire des lettres et utiliser les médias et avoir des discussions pour convaincre notre

parti préféré de la nécessité de former une coalition.

Vous voyez donc, chers amis, qu'il n'est plus question de se croiser les bras, c'est une élection qui doit être décidée par les citoyens, NOUS TOUS!

**Agenda du renouveau:** Alors, maintenant qu'on sait comment élire un nouveau gouvernement, que voulons-nous qu'il fasse? Malgré dix années de coups bas par les Conservateurs de Harper, les Canadiens ne sont pas dupes. Un sondage mené par le Ministère des Finances en février 2014 indique l'importance du fossé qui existe entre les politiques des conservateurs et les priorités de la majorité des Canadiens. Parmi les douze groupes sondés, l'économie, le commerce et les exportations d'énergie, chers au cœur du gouvernement, ne figuraient pas parmi les intérêts des répondants. Leurs priorités se trouvaient ailleurs et incluaient : l'éducation, la santé et les avantages de retraite des Anciens Combattants.

**Un dialogue national:** Pour commencer à élaborer un agenda pour le renouveau, nous devons ouvrir quelques portes et fenêtres. La dernière chose à faire serait de suivre l'exemple du gouvernement Harper qui avait pour caractéristiques l'autoritarisme, l'idéologie, le désir de contrôler, le secret et les options uniques, définies par le chef. Nous voulons tout le contraire. Notre méthode pour définir le renouveau du Canada serait l'ouverture, l'analyse, la participation et l'accessibilité et le résultat d'un processus délibéré menant à un consensus national..

Dans son livre, *How We Lead*, Joe Clark, faisait une proposition profonde : « nous devrions revenir à notre habitude de tenir des dialogues nationaux. » « Plusieurs initiatives déterminantes du Canada sont nées de dialogues nationaux, telles les commissions royales sur les institutions culturelles, sur la Santé ou sur le libre échange commercial, les conférences des Premiers ministres, les débats parlementaires et les campagnes électorales qui ont plus porté sur des idées que sur les personnalités. Mais, pendant

deux décennies notre pays est tombé dans le silence.»(p.8). La dernière rencontre des Premiers ministres a eu lieu en 2008 et la dernière Commission Royale date de 2002. Voyons des sujets potentiels d'une série de 'dialogues pan-canadiens'.

Les propositions suivantes pour une série de «Dialogues canadiens» sont des sujets qui ont été mis à l'écart pendant les années sombres du gouvernement conservateur. Une autre série de «Projets Nationaux», plus pointue et qui attend depuis un bon bout de temps met en vedette des sujets qui exigent l'attention immédiate d'un gouvernement. Dans les deux cas, les critères de mes choix sont motivés par un besoin national concret car les sujets ont été déjà choisis par le «radar national» véhiculé par les livres, les médias et les études

### **Le Renouveau du Canada: Sujets possibles pour des dialogues pancanadiens**

- *Présence du Canada dans le monde : une nouvelle politique globale*
  - *Repenser la démocratie: élections, parlement et plus*
    - *Nouveaux regards sur les enjeux des femmes*
    - *Liens fédéraux-provinciaux et coopération*
- *Éducation et accès à l'éducation: comparaisons internationales*
  - *Stimulation de l'Innovation et de l'entrepreneuriat: Voir loin*
    - *La justice inter-générationnelle*
    - *La signification d'un gouvernement progressiste*
    - *Raccorder les bases de la société: l'«Effet Village»*
- *Les soins de santé: y compris Psychologie, Optométrie, Dentisterie, Pharmacologie*
  - *Renforcer les municipalités*
  - *Réduire les inégalités*
  - *Un Chef d'état canadien?*
  - *Restaurer notre fonction publique*

### **Projets nationaux méritant des nouvelles initiatives**

- *Retour à Kelowna: Conclure une entente avec les Peuples autochtones*
- *Une politique nationale sur l'énergie: production, transport, durabilité.*
  - *Rénovation de la Voie maritime du St-Laurent*
  - *S'occuper des 'Canadiens expérimentés' (les aînés)*
- *Une Infrastructure de chemins de fer et de transports urbains*
  - *Un programme national de garderies*
    - *L'environnement*
  - *Commission sur les femmes autochtones*
    - *Guérir Radio Canada et la CBC*
      - *Transports inter-modals*
    - *Libre-échange entre les provinces*
  - *Un réseau pan-canadien hydroélectrique*
- *Rehausser l'identité canadienne: TV, cinéma, médias sociaux, culture*

Ces deux listes devraient envoyer un message important aux partis qui veulent former le prochain gouvernement du Canada. D'abord, on a beaucoup de travail à faire. Les Conservateurs de Harper nous ont laissé une longue liste de domaines ignorés depuis longue date. Deuxièmement, le Canada n'a pas seulement besoin d'un nouveau gouvernement. Il a besoin d'un meilleur gouvernement. Cette élection doit être une occasion d'améliorer le gouvernement et non pas tout simplement de le changer.

Pour terminer, voici cinq sujets prioritaires qui demandent l'attention d'un nouveau gouvernement progressiste.

### **1. Une démocratie à repenser.**

L'étranglement de la démocratie par les Conservateurs de Harper exige que nous reprenions tout à zéro et que nous fassions de la démocratie notre priorité afin qu'elle réponde de nouveau aux aspirations des Canadiens. Une des approches possibles pour un nouveau gouvernement serait d'établir une «assemblée démocratique consultative» qui permettrait une régénération de nos aspirations démocratiques dans un forum public.

Les questions auxquelles nous devons répondre sont nombreuses et complexes. La loi électorale et le financement des élections sont-ils équitables et offrent-ils une véritable représentativité au Parlement? Y a-t-il une séparation des pouvoirs mandatée par la Constitution, afin de contrôler le premier ministre? Y a-t-il même une définition claire des pouvoirs entre le politique et l'administratif? Au Canada, actuellement, la réponse à ces questions est négative. Le Canada devrait suivre l'exemple de ses cousins du Commonwealth : le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en codifiant les règles de la démocratie parlementaire afin que chacun joue selon les mêmes règles du jeu. Notre Constitution aurait aussi intérêt à se moderniser sur le plan de la structure des relations entre Ottawa et les autres paliers de gouvernement.

Nous avons appris de «la Loi sur la Réforme» de Michael Chong que la question des droits et pouvoirs des députés face aux chefs de parti est mûre pour des changements radicaux. On peut dire la même chose du rôle de la société civile et des droits politiques. M. Harper a pu juguler tous les groupes l'un après l'autre à l'intérieur du gouvernement et a menacé d'en faire autant aux groupes de l'extérieur en leur coupant les vivres. Cela nous amène à parler du besoin d'institutionnaliser tout le processus de nomination des juges dans nos tribunaux et son corollaire, de rendre la justice accessible à tous les citoyens qui ne sont pas millionnaires. Une

autre question à régler est celle de l'accès à l'information. Comme la Cour suprême l'a décrété, les Canadiens devraient avoir le droit d'écouter aussi bien que de parler. Pourrions-nous jamais trouver une solution à la concentration des médias entre les mains d'une petite minorité? Nous ne voulons certes pas revivre les méfaits de Harper qui a décimé notre démocratie par un pouvoir exécutif autocratique, secret, centralisé, contrôlé et effrayant, une véritable antithèse de la démocratie.

### **2. Présence du Canada dans le monde: une nouvelle politique globale**

Il y a principalement trois grands défis globaux à relever à l'avenir : la pauvreté, l'exclusion et la durabilité de l'environnement. Sur le plan d'une politique étrangère alternative, le Canada jouera un rôle important dans le traitement des grands enjeux mondiaux en collaboration avec d'autres pays. Pour ce faire, le Canada doit participer à la réforme des Nations Unies. L'une des études les plus intéressantes de la politique étrangère du Canada durant le régime de Harper a été menée par Roland Paris de l'Université d'Ottawa. Il a étudié les trois piliers qui symbolisent «l'internationalisme libéral» (non pas une politique du Parti Libéral mais une expression signifiant la promotion du développement démocratique international) : l'appui à l'O.N.U., le maintien de la Paix, et une armée réputée. Il a trouvé que l'appui à l'internationalisme libéral a été maintenu. Le public canadien l'a majoritairement appuyé et n'a pas adopté les priorités de Harper.

Le Premier ministre Harper a mené sa politique étrangère comme un monarque élaborant sa politique en secret avec une petite élite – une politique crûment dicté au public. Nous avons désespérément besoin d'une étude, d'un «livre blanc», sur les Affaires étrangères et la Défense. Mais nous devons aussi élaborer un système continu et efficace de délibérations publiques et de débats parlementaires sur nos relations internationales. L'approbation publique est l'un des trois piliers de la politique étrangère. Le second est un groupe de diplomates

professionnels adroits qui pourraient conseiller le gouvernement. On doit rendre au Ministère des Affaires étrangères sa fierté, et ne plus appliquer des politiques qui émanent du Bureau du Premier Ministre. Le troisième pilier, c'est des forces militaires solides. Les Conservateurs sont récemment revenus à la vieille pratique canadienne des budgets-ascenseurs qui montent et qui redescendent. Cela doit cesser. Nous avons besoin d'une politique de défense plus mûre. Le Canada est un énorme pays, riche mais vulnérable. Nous devons avoir une armée de carrière avec les meilleurs équipements et le meilleur entraînement possibles.

### 3. Réduire les inégalités :

Bien des gens pensent que les deux pires fléaux du monde actuel sont l'inégalité et le réchauffement global. Commençons par la première. Il y a plusieurs types d'inégalités, mais je voudrais parler ici seulement de l'inégalité économique qui est le fossé toujours plus profond entre les très riches et les très pauvres. Un rapport récent des Nations Unis déclarait que 1% des plus riches de ce monde possédaient 40% de la richesse mondiale et que les 50% du bas en avaient seulement 1%. L'Organisation du Travail (O.I.T.) estime que les chefs d'entreprises aux États-Unis gagnent 500 fois plus que leurs travailleurs ordinaires. Les capitaux mobiles ont exigé que les ouvriers acceptent des concessions salariales et que les gouvernements donnent des concessions fiscales en faveur des multinationales. Il y a eu une course vers le bas dans les salaires et les conditions d'emploi. Mais la cupidité aussi joue un rôle. *Justice Network* estime que 21 à 32 trillions sont cachés dans les paradis fiscaux, détaxés. L'économiste Joseph Stiglitz dit que la courbe montante de l'inégalité remonte à une trentaine d'années au temps où les taxes baissaient pour les riches et la déréglementation s'imposait dans le secteur financier. Cela a empiré du fait qu'on a négligé l'investissement dans les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et les filets de sécurité sociaux.

Les chiffres du *Canadian Business Magazine* montrent que les 86 individus les plus riches du

Canada et leurs familles détiennent la même fortune que les 11,4 millions de canadiens les plus pauvres. À l'autre extrémité de l'échelle 4 millions de canadiens ont été affectés par une forme ou une autre d'«*insécurité alimentaire*» en 2014, près d'un demi-million de plus que l'année précédente. Une des grandes causes c'est que les gains en capital sont moitié moins taxés que le revenu normal. Et, comme Alex Himelfarb, ancien haut fonctionnaire du Bureau du Conseil Privé, l'a dit : «L'inégalité corrompt la qualité de la démocratie». Elle a aussi un effet néfaste sur l'économie. Et pourtant, comme Jeffrey Simpson du *Globe and Mail* le fait remarquer, à date aucun chef de parti ne s'est montré disposé à discuter le problème des moins fortunés. Des recherches récentes indiquent que les très riches ne sont pas nécessairement des entrepreneurs, mais qu'ils sont très habiles à éviter les taxes. Il n'est pas sûr que les PDG gagnent leurs immenses salaires et bonis.

D'autre part, des sondages de 2014 pour "the Americas Barometer" ont démontré que le public canadien s'inquiète au sujet des inégalités de revenus et s'attend à ce que le gouvernement y mette un frein. Les solutions pour la pauvreté requièrent des données sérieuses, comme celles que la forme longue du formulaire de recensement aurait pu fournir. Piketty propose une taxe globale progressive sur le capital en même temps qu'un relèvement du salaire minimum et l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle pour les moins fortunés et la classe moyenne. Comme une telle taxe est encore loin à l'horizon, deux économistes canadiens ont proposé une petite taxe sur les opérations financières et sur les transactions boursières. Ces taxes pourraient viser ceux qui ont de l'argent et rapporter des milliards de dollars sans causer de tort aux capitaux. L'idée pourrait passer.

En analyse finale, vaincre les inégalités sera une question de valeurs canadiennes. Je veux laisser la parole à Jeff Turnbull, ancien Président de l'Association médicale canadienne qui a écrit dans le *Citizen* le 12 juillet 2012 : «Comme

Canadiens, nous avons toujours été capables de transcender nos différences pour le meilleur, unis en confédération par nos valeurs communes, telles la compassion, le souci de l'autre, l'équité, la justice et l'importance que nous accordons à la paix et à la diversité. Notre héritage sera mesuré par la manière dont nous avons été capables de respecter ces valeurs. Quelle est la valeur du nombre de chasseurs bombardiers que nous achèterons ou du nombre de gens que nous mettrons en prison? Il faut toujours, bien sûr, gérer prudemment les revenus fiscaux. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de ce qui nous lie comme nation...Les gouvernements ne doivent pas équilibrer leurs livres de comptes sur le dos de nos concitoyens les plus pauvres et les plus vulnérables. » Et pour conclure le Dr. Turnbull dit : «Les changements fondamentaux peuvent se faire quand les individus et les organisations qui représentent de grands secteurs de notre société établissent nos attentes, les communiquent à nos élus et les tiennent pour responsables de les mettre en œuvre.»

#### **4. L'Environnement:**

En novembre 2014, le Panel intergouvernemental de l'ONU sur les changements climatiques a servi l'avertissement le plus fort à propos des changements climatiques causés par les humains. Les forêts brûlent, les villes sont inondées et les infrastructures s'écroulent. Une semaine après l'avertissement, on a appris que les pays du G-20 ignoraient complètement cet avertissement et continuaient à autoriser des forages de pétrole au rythme de 88 milliards de dollars de subventions. Il y a, pourtant quelques raisons pour l'espoir. Nicolas Hulot, l'envoyé spécial du Président français pour la protection de la Planète est venu au Canada pour répéter que la Chine et les États-Unis avaient commencé à agir car le coût des désastres naturels et de la pollution commençaient à coûter très cher. Les entreprises aussi réalisent que l'efficacité énergétique signifie productivité. Les coûts de l'énergie renouvelable commencent à baisser. Mais le Canada risque d'être abandonné en chemin s'il ne se décide pas à investir dans des sources d'énergie propre.

Pour aller de l'avant, nous ne pouvons mieux faire que de citer Elizabeth May, une des meilleures expertes matière d'environnement au Canada et Chef du Parti vert. Elle propose un programme en plusieurs étapes pour faire face à la crise climatique. D'abord, commencer par une conférence fédérale-provinciale (soit: une Discussion nationale) pour garantir un plan national visant à réduire la dépendance envers les sources d'énergie fossiles et la fin des subventions qu'on leur accorde. Ensuite, imposer une taxe neutre sur le carbone, comme celle imposée en Colombie Britannique qui sert aussi à réduire le fardeau des autres taxes. Ensemble, les Canadiens pourraient établir des buts communs pour la sécurité de l'énergie, pour maximiser les emplois, et pour faire la transition vers une économie basse en carbone. Les centrales électriques au charbon pourraient être graduellement éliminées et en même temps on pourrait travailler avec les municipalités pour améliorer les infrastructures vitales comme les transports en commun et les réseaux d'aqueducs. Enfin, la loi vitale sur la Protection de l'environnement pourrait être rétablie, ainsi que celle sur les Pêcheries et la Protection des voies navigables et la restauration d'une Table ronde nationale sur l'Environnement et l'Économie. David Suzuki a ajouté son vœu que le Canada suive l'exemple de 110 autres pays qui ont inclus les droits de l'environnement dans leurs Constitution. Bien sûr, l'environnement n'est pas qu'une question d'énergie et de changements climatiques, mais ce serait déjà un pas en avant.

#### **5. Travaillons avec les Premières nations**

Le rapport de la Commission de vérité et de réconciliation nous a rappelés encore une fois qu'il y a toujours un immense obstacle à surmonter pour atteindre la future du Canada. Il faut que tous les Canadiens apprennent à travailler avec les Premières nations.

Je suis tenté, comme beaucoup d'autres écrivains, de présenter une longue liste de pistes de solutions aux problèmes des Autochtones. Mais voilà une partie du problème. Si on le fait, ce sera toute simplement une autre époque d'impérialisme culturelle. Ce qu'il faut c'est que

les Premières nations définissent eux des propositions pour leur propre avenir. C'est à ce moment-là que les autres canadiens puissent s'asseoir avec eux pour tenir une conversation sur les cheminements progressifs vers l'avenir. Il faut que les autres canadiens apprennent à écouter les autochtones pour qu'on cesse d'être un obstacle à leur avenir.

### **Votez pour le progrès!**

J'espère que ce livret vous aura persuadés que pour battre les Conservateurs aux prochaines élections, vous devez aller voter pour le candidat (non-Conservateur) le plus fort de votre circonscription et vous devez vous assurer que le candidat et son parti appuient des politiques progressistes. Un autre sondage au début de 2015, mené par le géant des relations publiques, Edelman, montre que les Canadiens veulent plus de réglementation sur les produits et les corporations; et que la confiance dans les grandes entreprises et les multinationales est en train de s'évaporer parce qu'elles ont manqué de contribuer au bien-être général.

Être «progressiste» est de croire qu'un gouvernement peut être l'instrument au service des citoyens et réducteur des disparités. Mais attention, il peut être aussi l'instrument de domination, de la gauche ou de la droite. Un parti progressiste devrait défendre les valeurs d'équité, de civilité, de tolérance et de compromis chères aux Canadiens. Il devrait aussi savoir trouver et imposer une politique juste de taxation qui permette de reconstruire les programmes sociaux, réduire les fossés entre pauvres et riches, restaurer la responsabilité écologique et revitaliser la démocratie au Canada. On doit prendre des décisions politiques fondées sur la gouvernance raisonnées, c'est-à-dire basées sur des recherches et des études avec une plus grande participation du public dans l'élaboration et la mise en place des programmes.

### **Tout n'est pas joué! Les Conservateurs de Harper continuent à faire du tort au Canada en 2015:**

J'ai fini d'écrire ce livret en début 2015. Mais en achevant ce travail, j'ai été frappé par une prise

de conscience : les Conservateurs de Harper continuent à faire du tort au Canada. Oui, ils font la patte de velours et du charme pour gagner l'élection. Mais, il y a sous la surface plein de signes de leur sournoiserie et de leur duplicité, comme ils l'ont été durant les dix dernières années. Alors, quand les élections seront déclenchées, rappelez-vous que le loup ne changera pas de peau. En voici quelques exemples:

- Les rapports démontrent que le taux de chômeurs qui ont droit aux versements de l'assistance-emploi a baissé de 40%. Il y a donc 1,3 millions de chômeurs qui n'ont pas droit aux avantages (versements et recyclage).
- Ayant muselé tous ceux qui pouvaient s'opposer à eux, les Conservateurs ont fait appel à un de leurs députés «de l'arrière» qui a proposé l'adoption d'une nouvelle loi pour faire peur aux officiels du Parlement qui causent du tracas au Conservateurs. On veut les forcer à divulguer leur propre histoire et sympathies politiques.
- M. Harper a encore une fois refusé de rencontrer les Premiers ministres des provinces lors du Conseil de la Fédération.
- À la différence des autres chefs démocratiques, il a dédaigné nos députés en leur refusant le droit de regard sur les nouveaux pouvoirs qu'on voudrait accorder à nos services de 'sécurité'.
- Le Canada occupe la dernière place parmi 11 pays industrialisés en matière de soins pour les aînés
- Le syndicat des 3,400 fonctionnaires de la santé a dénoncé le gouvernement qui tentait de les forcer à la grève en refusant l'arbitrage obligatoire
- Alors que d'autres pays investissent dans le transport ferroviaire rapide, les Conservateurs ont encore réduit les subventions à Via Rail de 40% depuis 2011



- La députée conservatrice renégate, Eve Adams, qui a rejoint les rangs des Libéraux, a critiqué les chefs des Conservateurs d'être «méchants, propagateurs de la peur et intimidants.» Elle a aussi critiqué le programme de «fractionnement des revenus comme étant très injuste.»
- Les Conservateurs ont politisé leur législation sur le terrorisme (projet de loi C-51) plutôt que d'offrir de l'aide financière adéquate aux agences existantes. Ils ont seulement permis dix heures de débats à la Chambre des Communes et puis ont suggéré de n'avoir que trois sessions en comité. Nous voyons là les problèmes du gouvernement Harper : le dédain pour la démocratie parlementaire; le refus de débats rationnels fondés sur des politiques informées; et un pouvoir exécutif donné aux manœuvres secrètes et autoritaires.

GARE s'ils sont réélus! Nous aurons droit aux mêmes traitements et même PIRE!

## SOUVENEZ-VOUS!

## BIBLIOGRAPHIE

- Aucoin , Peter, Mark D. Jarvis , Lori Turnbull (2011). *Democratizing the Constitution: Reforming Responsible Government*, Toronto, Emond Montgomery.
- Boily, Frédéric (2010). *Le conservatisme au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Bourrie, Mark (2015). *Kill the Messengers: Stephen Harper's Assault on Your Right to Know*. Patrick Crean Editions
- Bricker, Darrell and John Ibbitson (2013). *The Big Shift*, Toronto, Harper Collins.
- Clark, Hon. Joe (2013). *How We Lead: Canada in a Century of Change*, Toronto, Random House Canada.
- Clark, Scott and Peter De Vries (2014). 'Jim Flaherty's legacy of failure', <http://www.ipolitics.ca/2014/03/20/jim-flahertys-legacy-of-failure/>
- Dobbin, Murray (2011). 'A party of thugs, liars, cheats, crooks, dirty tricksters – and Christians', for the Canadian Unitarians for Social Justice, [cusj\\_1@lists.uuism.org](mailto:cusj_1@lists.uuism.org) , 26-02-11.
- Dyck, Rand (5<sup>th</sup> ed. 2008). *Canadian Politics: Critical Approaches*, Toronto, Nelson-Thomson.
- Engler, Yves (2012). *The Ugly Canadian: Stephen Harper's Foreign Policy*, Fernwood Publishing
- Finn, Ed (2013). 'Elaborate takeover scheme gives corporations absolute power', Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, *CCPA Monitor*, July.
- Gidengil, Elizabeth & Heather Bastedo (eds.)(2014). *Canadian Democracy from the Ground Up*, UBC Press
- Gutstein, Donald (2014). *Harperism: How Stephen Harper and His Think Tank Colleagues Have Transformed Canada*, Toronto, James Lorimer
- Heath, Joseph (2014). *Enlightenment 2.0: Restoring sanity to our politics, our economy, and our lives*, Toronto, HarperCollins Publishers.
- Heinbecker, Paul (2010). *Getting Back in the Game: A Foreign Policy Playbook for Canada*, Toronto, Key Porter Books.
- Himmelfarb, Alex and Jordan Himmelfarb (2013) *Tax is not a four letter word*, Waterloo, Wilfred Laurier University Press.
- Himmelfarb, Alex (2012). 'Slowly, stealthily, the progressive state is being dismantled', Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, *CCPA Monitor*, 19(2) June.
- Ibbitson, John (2012). 'Harper Unbound: Majority Rule, One year', *Globe and Mail Focus*, 28-04-12.
- Klassen, Jerome & Greg Albo (2013). *Empire's Ally: Canada and the War in Afghanistan*,
- Kozolanka, Kirsten (ed.)(2014). *Publicity and the Canadian State: Critical Communications Perspectives*, Toronto, University of Toronto Press.

David Macdonald (2014) *Outrageous Fortune: Documenting Canada's Wealth Gap*, [www.policyalternatives.ca/outrageous-fortune](http://www.policyalternatives.ca/outrageous-fortune)

Martin, Lawrence (2010). *Harperland: The Politics of Control*, Toronto, Viking Canada.

McBride, Stephen and John Shields (1993) *Dismantling a Nation: Canada and the New World Order*, Halifax, Fernwood Publishing.

McDonald, Marcia (2010). *The Armageddon Factor: The Rise of Christian Nationalism in Canada*, Toronto, Vintage Canada.

John E. Trent was born in Toronto  
McKay, Ian & Jamie Swift (2012). *Warrior Nation: Rebranding Canada in an Age of Anxiety*,

Nikiforuk, Andrew (2012), 'Understanding Harper's evangelical mission: signs mount that Canada's government is beholden to a religious agenda averse to science and religious debate', the yee.ca , 22-03-12.

Paris, Roland (2014). "Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era." *International Journal*, 69(3) 274-307.

Piketty, Thomas (2014). *Capital in the Twenty-First Century*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge MA.

Pilon, Denis (2007). *The Politics of Voting*, Toronto, Edmond Montgomery

Schwartzberg, Joseph E. (2013). *Transforming the United Nations System*, Tokyo, UN University Press.

Simpson, Jeffrey & Brian Laghi (2008) 'Incremental Man', *Globe and Mail*, 4-08-08.

Trent, John E. (ed.)(2013, 2014). *The United Nations and Canada: What Canada has done and should be doing at the United Nations*, Ottawa, World Federalists Movement.

Turner, Chris (2014). *Science, on coupe! Chercheurs muselés et aveuglement volontaire: Bienvenu au Canada de Stephen Harper*, Montréal, Boréal.

Wells, Paul (2008). 'Harper's Canadian Revolution Campaign 2008', Toronto, *Maclean's*, 29-09-08.

**John E. Trent vit à Chelsea, au Québec avec sa femme, Colette, avec leurs quatre enfants et cinq petits-enfants pas loin. Il a étudié les sciences politiques à Harvard, à Montréal et à Queen's, ainsi qu'à l'Institut d'Études Politiques de Paris et à Ryerson Technical Institut de Toronto. Il a enseigné les études politiques à l'université d'Ottawa pendant 30 ans et il a été le Chef de ce Département. Comme Directeur général de la Fédération des sciences sociales du Canada, il a acquis une connaissance pratique de la politique à Ottawa. La douzaine d'années qu'il a passées à l'Association Internationale des Sciences Politiques comme Secrétaire Général, lui a offert l'occasion de comprendre les relations internationales. Pendant 50 ans de recherches, de communications écrites et d'activisme social et politique au Canada, le Professeur Trent s'est concentré sur les domaines de l'Éducation, de la Culture, du fédéralisme et des relations anglo-françaises. Ses livres récents traitent du développement des études politiques et de la réforme des Nations Unies. Comme activiste communautaire, il a fait la promotion du tourisme, de l'Innovation globale des institutions et de l'amélioration des relations anglo-françaises.**